

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	326
CABINET DU PREFET	326
<i>SERVICE INTERMINISTRIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE</i>	<i>326</i>
ARRÊTÉ 0165/2006/SIDPC DU 9 MARS 2006 PORTANT AGREMENT D'ORGANISME POUR LA FORMATION AU 1 ^{ER} DEGRE DU PERSONNEL PERMANENT DES SERVICES DE SECURITE INCENDIE ET D'ASSISTANCE A PERSONNES DES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ET DES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR	326
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	326
<i>PREMIER BUREAU</i>	<i>326</i>
COMMUNE DE VANDIERES - TRAVAUX LIES A LA SUPPRESSION DU PN 17 ET AU RETABLISSEMENT DE SES FONCTIONNALITES - OCCUPATION TEMPORAIRE DE TERRAINS	326
ARRETE N° 1010 AUTORISANT LA SOCIETE SALINE D'EINVILLE A POURSUIVRE L'EXPLOITATION DU SEL PAR DISSOLUTION DANS LA CONCESSION MINIERE DE LA SABLONNIERE	327
COMMUNE DE JARNY - EXPROPRIATION DE LA PARCELLE AD 349 EN VUE DE LA REALISATION D'UN LOTISSEMENT - ENQUETE PARCELLAIRE	332
COMMUNE DE JARNY - EXPROPRIATION DE LA PARCELLE AD 349 EN VUE DE LA REALISATION D'UN LOTISSEMENT - ENQUETE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE	333
ARRETE PREFECTORAL PORTANT CREATION DU COMITE LOCAL D'INFORMATION ET DE CONCERTATION (C.L.I.C.) DE L'ETABLISSEMENT GAZ DE FRANCE, CENTRE DE STOCKAGE SOUTERRAIN DE CERVILLE	334
ARRETE PREFECTORAL PORTANT AUTORISATION DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE DE PREUTIN-HIGNY	335
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT RESEAU FERRE DE FRANCE A MODIFIER DES CARACTERISTIQUES DE CERTAINS OUVRAGES ET TRAVAUX MENTIONNES DANS L'ARRETE DU 15 AVRIL 2005 LIES A LA CREATION D'UNE ROUTE SUR LE TERRITOIRE DE VANDIERES ENTRE LA RD 952 AU SUD DU VILLAGE ET LE PONT SUR LE CANAL LATERAL A LA MOSELLE DIT PONT DE « CHECOHEE » DANS LE CADRE DE LA SUPPRESSION DU PASSAGE A NIVEAU « PN 17 » RUE DU STADE A VANDIERES	338
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	339
<i>DEUXIEME BUREAU</i>	<i>339</i>
ARRETE PORTANT CLASSEMENT D'UN RESTAURANT DANS LA CATEGORIE « RESTAURANT DE TOURISME »	339
ARRETES AUTORISANT L'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE	340
ARRETE RENOUVELANT L'AGREMENT DE L'ETABLISSEMENT DE FORMATION A L'EXAMEN DU CERTIFICAT DE CAPACITE PROFESSIONNELLE DES CONDUCTEURS DE TAXIS	357
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 153	358
AUTORISATION PREFECTORALE N° 3/54	358
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	359
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	
UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE	359
AVENANT A LA DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DU 15 DECEMBRE 2003 ET 01 OCTOBRE 2005 DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX CONCERNANT LORSEP	359
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	360
DELIBERATION N°106/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DU CENTRE ALEXIS VAUTRIN	360
DELIBERATION N°107/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DE LA POLYCLINIQUE MAJORELLE A NANCY	360
DELIBERATION N°108/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY	360
DELIBERATION N°109/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	361
DELIBERATION N°110/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DE LA MATERNITE REGIONALE DE NANCY	361
DELIBERATION N°111/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. DE LA POLYCLINIQUE GENTILLY A NANCY	361
DELIBERATION N°112/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT NICOLAS DE PORT	361
DELIBERATION N°113/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL	362
DELIBERATION N°114/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'ENGAGEMENT CONTRACTUEL AVEC LE SYNDICAT INTER HOSPITALIER DE L'APPAREIL LOCOMOTEUR DE NANCY	362
DELIBERATION N°115/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'ENGAGEMENT CONTRACTUEL AVEC LE CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY	362
DELIBERATION N°116/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. DE LA POLYCLINIQUE LOUIS PASTEUR A ESSEY-LES-NANCY	363
DELIBERATION N°117/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE	363
DELIBERATION N°118/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. DE LA CLINIQUE JEANNE D'ARC A LUNEVILLE	363
DELIBERATION N°119/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT N°1 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2004-2007 DU CENTRE HOSPITALIER DE COMMERCY	363

DELIBERATION N°120/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'ENGAGEMENT CONTRACTUEL DU CENTRE HOSPITALIER DE BAR LE DUC	364
DELIBERATION N°121/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'ENGAGEMENT CONTRACTUEL DE L'HOPITAL DES ARMEES LEGUEST A METZ.....	364
DELIBERATION N°122/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. DU CENTRE HOSPITALIER DE JURY-LES-METZ.....	364
DELIBERATION N°123/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. DE L'HOPITAL SAINTE-BLANDINE A METZ.....	365
DELIBERATION N°124/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'ENGAGEMENT CONTRACTUEL D'HOSPITALOR FORBACH.....	365
DELIBERATION N°125/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'ENGAGEMENT CONTRACTUEL DU CENTRE HOSPITALIER DU PARC A SARREGUEMINES	365
DELIBERATION N°126/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'ENGAGEMENT CONTRACTUEL DU CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE SARREGUEMINES.....	365
DELIBERATION N°127/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'ENGAGEMENT CONTRACTUEL D'HOSPITALOR SAINT-AVOLD	366
DELIBERATION N°128/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. DE L'HOPITAL SAINT-ANDRE DE METZ	366
DELIBERATION N°129/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. DE L'HOPITAL - CLINIQUE CLAUDE BERNARD A METZ.....	366
DELIBERATION N°130/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS D'ALPHA SANTE D'HAYANGE.....	367
DELIBERATION N°131/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE METZ-THIONVILLE	367
DELIBERATION N°132/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'ENGAGEMENT CONTRACTUEL DE L'HOPITAL SAINT-JOSEPH DE BITCHE	367
DELIBERATION N°133/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. DU CENTRE HOSPITALIER LE SECQ DE CREPY DE BOULAY	367
DELIBERATION N°134/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. DE LA CLINIQUE SAINTE-MARGUERITE A NOVEANT SUR MOSELLE	368
DELIBERATION N°135/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. DE L'HOPITAL LOCAL DE CHATEL SUR MOSELLE A THAON LES VOSGES	368
DELIBERATION N°136/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. DU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DIE.....	368
DELIBERATION N°137/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'ENGAGEMENT CONTRACTUEL DU CENTRE HOSPITALIER DE VITTEL.....	369
DELIBERATION N°138/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'ENGAGEMENT CONTRACTUEL DU CENTRE HOSPITALIER DE NEUFCHATEAU.....	369
DELIBERATION N°139/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'ACCORD CONTRACTUEL AVEC L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF	369
DELIBERATION N°140/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DU CENTRE JACQUES PARISOT DE BAINVILLE SUR MADON.....	369
DELIBERATION N°141/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. AVEC L'HOPITAL SAINTE-BLANDINE A METZ.....	370
DELIBERATION N°142/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. AVEC LE CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE METZ-THIONVILLE	370
DELIBERATION N°143/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'ACCORD CONTRACTUEL AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC DEPARTEMENTAL DE SANTE DE GORZE	370
DELIBERATION N°144/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. AVEC LE CENTRE HOSPITALIER LE SECQ DE CREPY DE BOULAY	371
DELIBERATION N°145/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'ACCORD CONTRACTUEL AVEC L'HOPITAL SAINT-JOSEPH DE BITCHE	371
DELIBERATION N°146/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'ACCORD CONTRACTUEL AVEC LE CENTRE HOSPITALIER DE GERARDMER.....	371
DELIBERATION N°147/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'ACCORD CONTRACTUEL AVEC L'HOSPITALISATION A DOMICILE DE L'AGGLOMERATION DE NANCY	372
DELIBERATION N°148/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DU CENTRE ALEXIS VAUTRIN	372
DELIBERATION N°149/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. DE LA POLYCLINIQUE MAJORELLE A NANCY	372
DELIBERATION N°150/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY	373
DELIBERATION N°151/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	373
DELIBERATION N°15/06 DU 27 JANVIER 2006 RELATIVE AU TRANSFERT DE 15 LITS DE SSR DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY AU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL	373
DELIBERATION N°16/06 DU 27 JANVIER 2006 RELATIVE AU TRANSFERT DE 6 LITS DE SSR DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX AU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL.....	373
DELIBERATION N°17/06 DU 27 JANVIER 2006 RELATIVE A LA TRANSFORMATION DE 2 LITS DE GYNECOLOGIE-OBSTETRIQUE ET DE 2 LITS DE MEDECINE EN 4 LITS DE SSR DU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL.....	374
DELIBERATION N°18/06 DU 27 JANVIER 2006 RELATIVE AU TRANSFERT DES 15 LITS D'U.S.L.D. DU CMS DE FAULX A LA MAISON DE RETRAITE	374
DELIBERATION N°19/06 DU 27 JANVIER 2006	374
DELIBERATION N°20/06 DU 27 JANVIER 2006.....	375
ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/172 DU 22 DECEMBRE 2005 AUTORISANT LA SUPPRESSION DES LITS DE L'UNITE DE SOINS DE LONGUE DUREE AU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX - N° FINESSE E.J. : B 54 001 4057	375
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	375
<i>SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL.....</i>	<i>375</i>
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/353 RELATIF A LA MISE EN OEUVRE DU PLAN DE CHASSE QUALITATIF DES CERVIDES EN MEURTHE-ET-MOSELLE	375
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES	376
ARRETE N° DDSV54/SA/06/N°10 - MANDAT SANITAIRE SPECIALISE.....	376
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	377
DECISION D'AGREMENT "D'UNE ENTREPRISE SOLIDAIRE" AU SENS DE L'ARTICLE L 443-3-1 DU CODE DU TRAVAIL	377

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE	377
ARRETES D'ATTRIBUTION DE LICENCES D'ENTREPRENEUR DU SPECTACLE - COMMISSION DU 16 JANVIER 2006.....	377
ANPE.....	383
DECISION PORTANT CREATION DE LA COMMISSION REGIONALE D'APPEL D'OFFRES N°2006/01 DU 02 JANVIER 2006	383
MODIFICATIF N° 2 DE LA DECISION N° 05/2006 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE	384
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	385
DELEGATION DE SIGNATURE.....	385
AVIS DE CONCOURS	386
AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR TITRES DE MAITRE OUVRIER A LA MATERNITE REGIONALE DE NANCY	386
AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR EPREUVES POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONTREMAITRE AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY LAXOU	387
DECISION D'OUVREMENT D'UN CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE DEUX PREPARATEURS EN PHARMACIE AU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN	387
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES INTERNE POUR LE RECRUTEMENT D'UN INFIRMIER CADRE DE SANTE POUR MAISONS DE RETRAITE A L'HOPITAL LOCAL DE POMPEY/LAY-SAINT-CHRISTOPHE.....	387
PREFECTURE DE LA SEINE-MARITIME	388
DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	388
SERVICE DE LA STATISTIQUE AGRICOLE - SERVICE DES NOUVELLES DES MARCHES.....	388
ARRETE PREFECTORAL RELATIF A LA COMPOSITION DE LA COMMISSION REGIONALE DE COTATION DES VEAUX DE BOUCHERIE DES REGIONES NORD/NORD OUEST	388

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET DU PREFET

SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

ARRÊTÉ 0165/2006/SIDPC DU 9 MARS 2006 PORTANT AGREMENT D'ORGANISME POUR LA FORMATION AU 1^{ER} DEGRE DU PERSONNEL PERMANENT DES SERVICES DE SECURITE INCENDIE ET D'ASSISTANCE A PERSONNES DES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ET DES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment les articles R. 122-17, R. 123-11 et R. 123-12, R. 123-31;

VU le code du travail, et notamment les articles L. 920-1 à L. 920-13;

VU le décret n° 97.1191 du 19 décembre 1997 pris pour l'application au ministère de l'intérieur du 1° de l'article 2 du décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements;

VU l'arrêté du 18 octobre 1977 modifié, portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique, et notamment les articles GH 60, GH 62 et GH 63;

VU l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, et notamment les articles MS 46, MS 47 et MS 48;

VU l'arrêté du 2 mai 2005, relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur;

VU la demande d'agrément du 132°BCAT du 8 février 2006;

VU l'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours du 7 mars 2006;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Le bénéfice de l'agrément pour assurer la formation au 1^{er} degré de qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie et d'assistance à personnes des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur est accordé à l'organisme suivant, pour une durée de 5 ans à compter du 9 mars 2006

132° bataillon cynophile de l'armée de terre

Ferme de Piémont - 51601 SUIPPES

ARTICLE 2 : Le préfet du département de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

PREMIER BUREAU

COMMUNE DE VANDIERES - TRAVAUX LIES A LA SUPPRESSION DU PN 17 ET AU RETABLISSEMENT DE SES FONCTIONNALITES - OCCUPATION TEMPORAIRE DE TERRAINS

LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics, et notamment ses articles 3, 4, 5 et 10 ;

Vu l'acte dit loi n° 347 du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

Vu la loi n° 57.391 du 28 mars 1957 validant l'acte susvisé et modifiant les articles 2, 3 et 7 ;

Vu le code pénal et notamment ses articles 322-1 et suivants, et 433-11 ;

Vu le décret du 14 mai 1996, modifié par le décret du 6 septembre 2002 et dont les effets ont été prorogés jusqu'au 15 mai 2016 par décret du 3 mai 2004, déclarant d'utilité publique et urgents les travaux de construction de la ligne nouvelle de chemin de fer à grande vitesse dite LGV Est Européenne entre PARIS et STRASBOURG ;

Vu le décret n° 2005-878 en Conseil d'Etat du 29 juillet 2005 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux liés à la suppression du passage à niveau PN 17 et à la création d'une route entre la RD 952 et le pont sur canal latéral à la Moselle sur le territoire de la commune de VANDIERES ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 juin 1999 portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées ou publiques en vue de procéder à des reconnaissances ou sondages de terrains, des inventaires environnementaux et des levées topographiques dans le cadre du lancement des études détaillées du projet TGV Est Européen

Vu la demande présentée le 6 février 2006 par la Société Centrale pour l'Équipement du Territoire (SCET) mandatée par le Réseau Ferré de France (RFF), maître d'ouvrage, en vue d'obtenir l'autorisation pour ses agents ou les personnes auxquelles elle délègue ses droits, d'occuper temporairement les terrains nécessaires à la construction de la route de liaison RD 952- Pont du canal latéral à la Moselle située sur la commune de VANDIERES conformément au plan et à l'état parcellaire ci-annexé;

Considérant que l'occupation temporaire de ces terrains est nécessaire à l'exécution des travaux et plus spécifiquement pour permettre la réalisation d'un accès à la zone des travaux du Pont Route dit de Champ Salmon, dont la réalisation d'une aire d'évolution et de pose de palplanches le long de la voie ferrée NANCY-METZ.

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

ARTICLE 1 : Les agents de Réseau Ferré de France ou les personnes auxquelles elle délègue ses droits, sont autorisés à pénétrer dans les propriétés privées pour y occuper temporairement les terrains nécessaires à la réalisation d'un accès à la zone de travaux et d'une aire d'évolution.

L'occupation de terrains situés sur la commune de VANDIERES, conformément à l'état annexé au présent arrêté, ne pourra avoir lieu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 29 décembre 1892.

L'introduction des agents ou des particuliers à qui elle a délégué ses droits, n'est pas autorisée à l'intérieur des maisons d'habitation, et des propriétés attenantes aux habitations et closes par des murs ou par des clôtures équivalentes.

L'accès aux propriétés concernées se fera depuis la voirie publique départementale et communale existante.

ARTICLE 2 : Le maire de VANDIERES notifiera l'arrêté aux propriétaires des terrains ou à leurs représentants.

ARTICLE 3 : Le titulaire de la présente autorisation, à défaut de convention amiable, fera aux propriétaires des terrains, préalablement à leur occupation, une notification par lettre recommandée, en indiquant le jour et l'heure où il compte se rendre sur les lieux en vue de procéder contradictoirement à la constatation de l'état des lieux. Il en informera le maire de la commune.

La notification doit intervenir dix jours au moins avant la visite des lieux.

Le procès verbal de l'opération qui doit fournir les éléments nécessaires pour évaluer le dommage sera dressé en trois expéditions destinées, l'une à être déposée à la mairie et les deux autres à être remises aux parties intéressées.

Si les parties sont d'accord, les travaux autorisés par le présent arrêté peuvent être commencés.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté est périmé de plein droit s'il n'est suivi d'exécution dans les six mois de sa date.

ARTICLE 5 : La durée de la présente autorisation est de cinq ans.

ARTICLE 6 : Messieurs le Secrétaire Général de la Préfecture, le directeur du Réseau Ferré de France, le maire de VANDIERES, le commandant du groupement de gendarmerie, le directeur départemental de l'équipement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont mention sera faite au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont copie conforme sera adressée à chaque service concerné.

NANCY, le 21 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE N° 1010 AUTORISANT LA SOCIETE SALINE D'EINVILLE A POURSUIVRE L'EXPLOITATION DU SEL PAR DISSOLUTION DANS LA CONCESSION MINIERE DE LA SABLONNIERE

LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code Minier ;

VU la loi n° 92-3 du 03 janvier 1992 sur l'eau, ensemble les décrets n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés respectivement relatifs aux procédures d'autorisation et de déclaration et à la nomenclature des opérations ;

VU la loi n° 76.629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et le décret n° 77.1141 du 12 octobre 1977 pris pour application de son article 2 ;

VU le décret n° 95.626 du 09 mai 1995 relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines ;

VU le décret du 25 novembre 1872 instituant la concession de mines de sel gemme et sources salées de La Sablonnière, étendu par décret du 07 mai 1880, au profit de la Saline d'Einvillle ;

VU la demande présentée le 22 avril 2005 par la Société Saline d'Einvillle, sollicitant l'autorisation d'ouverture de nouveaux travaux miniers dans la concession minière de La Sablonnière ;

VU les plans produits à l'appui de la demande ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du 13 juin au 13 juillet 2005 inclus sur le territoire des communes d'EINVILLE-au-JARD et de MAIXE ;

VU les observations formulées au cours de l'enquête publique et lors de la consultation des communes et des services administratifs intéressés ;

VU le rapport et les conclusions du Commissaire-Enquêteur, en date du 19 août 2005 ;

VU le rapport et avis de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine, en date du 27 janvier 2006 ;

VU l'avis exprimé par le Conseil Départemental d'Hygiène de Meurthe-et-Moselle consulté sur cette demande au cours de la séance du 16 février 2006 ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle :

ARRETE

ARTICLE 1 :

La Société SALINE D'EINVILLE, dont le siège social est route de Maixe à EINVILLE-au-JARD, est autorisée à poursuivre l'exploitation du sel par dissolution dans la concession de mines de sel gemme et de sources salées de LA SABLONNIERE en Meurthe-et-Moselle, dans les conditions définies au dossier produit à l'appui de sa demande susvisée et sous réserve que celles-ci ne soient pas contraires aux prescriptions énoncées aux articles suivants.

CHAPITRE I

PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES AUX TRAVAUX MINIERES

ARTICLE 2 : Création d'un nouveau champ

Saline d'Einvillle est autorisée à créer un nouveau champ d'exploitation du sel par dissolution, par la méthode des cavités isolées affaissables, dans une zone située au Nord-Est de la concession de La Sablonnière, au lieu dit « Bois d'Einvillle », sur le ban communal de MAIXE et EINVILLE-au-JARD.

ARTICLE 3 : Configuration du champ d'exploitation

Le champ d'exploitation comportera, à terme, 18 sondages isolés verticaux dénommés, ALFA, BETA, DELTA, LAMBDA, SIGMA et OMEGA (indice 1, 2 et 3).

Les sondages seront dimensionnés et implantés conformément au dossier de demande ; leurs axes seront parallèles, implantés suivant un maillage carré, dont le pas - distance entre deux sondages consécutifs - sera de 160 mètres minimum.

La distance minimale à respecter vis-à-vis des sondages d'exploitation existants n° 1 à 20 sera de 300 m dans toutes les directions.

Le champ d'exploitation sera divisé en trois zones distinctes comportant chacune 6 sondages : Ouest/Centre/Est.

L'exploitation du champ débutera par la zone Ouest, puis se poursuivra par la zone Est et s'achèvera par la zone Centre. (cf. plan en annexe).

ARTICLE 4 : Méthode d'exploitation

Chaque sondage sera, préalablement, foré verticalement jusqu'au 5^{ème} faisceau de sel, afin d'y créer une cavité, dénommée « puisard » répondant aux prescriptions du point 5.0 de l'article 5 du présent arrêté.

Il est ensuite procédé à la création d'une cavité cylindrique dans le 3^{ème} faisceau de sel ; la conduite de la dissolution sera telle que, au stade final de cette phase, la cavité saline et les piliers intercalaires ainsi créés présenteront les caractéristiques définies au point 5.1 de l'article 5.

Il sera créé au minimum 4 cavités salines répondant aux prescriptions du point 5.1 de l'article 5 avant de procéder à la phase effondrement provoqué consistant à l'agrandissement de la cavité suivant les caractéristiques définies au point 5.2 de l'article 5.

La première opération d'agrandissement et d'effondrement provoqué de cavité portera sur une cavité autre que la cavité ALFA 1.

Par la suite, avant le démarrage de toute opération d'agrandissement et d'effondrement d'une cavité, l'exploitant devra toujours disposer d'au minimum 4 cavités répondant aux caractéristiques définies au point 5.1 de l'article 5.

En fin d'exploitation, toutes les cavités créées auront été effondrées, à l'exception des cavités LAMBDA 1 à 3 de la zone Centre qui devront respecter les caractéristiques du point 5.1 de l'article 5.

ARTICLE 5 : Dimensionnement des cavités

La conduite de la dissolution du sel devra être telle que, aux différents stades, les cavités salines et les piliers intercalaires ainsi créés puissent présenter les caractéristiques suivantes :

5.0 - Phase préparatoire

cavité saline de 10 mètres de rayon dans le 5^{ème} faisceau de sel ;

5.1 - Phase cavité stable

cavité saline stable dans le 3^{ème} faisceau de sel présentant les caractéristiques suivantes :

- Cavité :

forme cylindrique ;

toit de la cavité présentant un profil plat ;

présence d'une planche de sel de 10 mètres minimum au toit et au droit du forage ;

largeur maximale ponctuelle : 100 mètres.

- Pilier intercalaire

largeur minimale ponctuelle : 60 mètres.

5.2 - Phase agrandissement et effondrement provoqué

- Cavité :

forme cylindrique ;

présence d'une planche de sel de 2,5 mètres minimum au toit du 3^{ème} faisceau et au droit du forage ;

largeur ponctuelle : 120 mètres.

- Pilier intercalaire :

largeur minimale ponctuelle : 40 mètres.

ARTICLE 6 : Utilisation de fluide de protection

Aux fins de la maîtrise de la dissolution du sel au toit des cavités, seul est autorisé l'emploi de l'air ou d'un gaz inerte.

L'utilisation d'air comprimé dans la phase finale d'exploitation des cavités salines devra faire l'objet, bien avant que l'exploitation n'atteigne la limite haute prescrite à l'article 5.1, mais que le retour d'expérience aura apporté des enseignements sur la forme prise par le toit provisoire des cavités, d'une réflexion approfondie permettant de confirmer ou non ce mode de protection et dans l'affirmative, de définir ses conditions de mise en œuvre.

Le fruit de cette réflexion et, le cas échéant, les conditions de mise en œuvre de ce mode de protection seront portés dans les meilleurs délais à la connaissance de la DRIRE, qui pourra éventuellement s'opposer à cette pratique, par décision motivée et notifiée à l'exploitant, en fonction de l'analyse qu'elle en fera. Le comité d'experts désigné à l'article 8 du présent arrêté pourra être consulté.

ARTICLE 7 : Contrôle de la maîtrise du processus de dissolution

Le processus de dissolution du sel au droit des cavités créées sera contrôlé à partir du dispositif minimal de contrôles suivants :

7.1 - Contrôles permanents

Un système automatisé doté d'un dispositif de supervision informatique permettra d'acquérir, de stocker et de traiter les données nécessaires à la maîtrise du processus de dissolution du sel. Seront en particulier enregistrés :

- les débits injectés et soutirés ;

- les pressions correspondantes ;

- la densité de la saumure extraite.

Toutes les informations ainsi collectées seront comparées et analysées en continu et automatiquement. Toute dérive de l'un ou plusieurs paramètres d'exploitation précités devra faire l'objet d'une alarme reportée à un poste de surveillance occupé en permanence par du personnel formé quant à la conduite à tenir en la circonstance.

En tout état de cause, ce dispositif devra pouvoir commander à distance l'action corrective appropriée en cas de dérive d'un ou plusieurs paramètres d'exploitation et, en cas de dysfonctionnement persistant, devra pouvoir mettre très rapidement à l'arrêt, à titre conservatoire, les pompes d'injection concernées.

Toute reprise d'exploitation après un accident ou incident ayant entraîné l'arrêt automatique de l'exploitation du sel est subordonnée à l'analyse de la situation par l'exploitant et à la mise en œuvre des mesures correctives appropriées.

7.2 - Contrôles mensuels

L'exploitant fera procéder au moins mensuellement à une analyse de la qualité de la saumure produite au droit de chaque sondage (degré de saturation).

7.3 - Contrôles semestriels

L'exploitant fera procéder au moins semestriellement à une détection altimétrique du sommet des cavités salines exploitées au moins 30 jours dans le trimestre par le procédé de mesure appelé diagraphie gamme-ray » ou tout autre procédé équivalent ;

Si nécessaire, plus particulièrement en cas d'anomalie constatée quant à la vitesse de dissolution verticale du sel en certains points ou bien à l'approche de la limite supérieure d'exploitation constituée par la base de la planche de sel qu'il y a lieu de préserver au toit de chaque cavité, la fréquence de réalisation des contrôles sera augmenté en tant que de besoin et sera au moins hebdomadaire.

7.4 - Contrôles annuels

L'exploitant fera procéder annuellement au moins, aux contrôles suivants :

- inspections par échométrie afin de visualiser la forme et le dimensionnement des cavités résultant de la dissolution du sel et exploitées au moins 30 jours dans l'année ;

- relevé altimétrique de la surface rapporté à une base de référence IGN à partir d'un ensemble de repères de nivellement constitué par les têtes ou plates-formes des sondages, les bornes quadrillant la concession, avec densification des repères à l'intérieur du périmètre d'exploitation.

Le réseau de nivellement sera raccordé à des bases de référence IGN situées en dehors de toute influence minière.

Un relevé altimétrique de la surface sera réalisé avant la mise en exploitation du nouveau champ. En cas d'évolution significative (≥ 2 cm) de l'altitude de l'un des repères lors du dernier relevé, la fréquence sera semestrielle.

7.5 - Communication des résultats du contrôle

Les résultats des contrôles prescrits en application des dispositions spécifiques aux points 7.3 et 7.4 susvisés seront analysés et interprétés avant d'être communiqués régulièrement à la DRIRE, à fréquence semestrielle pour les premiers, et à fréquence annuelle pour les seconds.

Cette communication pourra se faire tout ou partie dans le cadre du rapport annuel d'exploitation prévu aux articles 38 et 39 du décret n° 95.696 du 09 mai 1995 susvisé.

ARTICLE 8 - Etudes complémentaires - Comité d'experts

8.1 - Après réalisation des premières cavités suivant les dispositions de l'article 5.1 du présent arrêté et préalablement aux travaux d'agrandissement de la cavité à 120 mètres de diamètre et de réduction à 2,5 mètres de la planche de sel au toit, l'exploitant produira un rapport démontrant qu'il a entièrement respecté les dispositions du point 5.1 de l'article 5 susvisé, en particulier qu'il maîtrise parfaitement le processus de dissolution du sel aussi bien verticalement que latéralement.

Ledit rapport fera l'objet d'une validation par un comité d'experts indépendants dont la composition sera soumise à l'approbation du Préfet (DRIRE).

L'exploitation du sel ne pourra être poursuivie qu'après communication à la DRIRE, trois mois avant le démarrage des travaux d'agrandissement de la première cavité suivant les prescriptions du point 5.2 de l'article 5 du présent arrêté, du rapport précité et de l'avis correspondant du comité d'experts attestant que l'exploitant maîtrise parfaitement le processus de dissolution du sel, et qu'après avoir reçu l'autorisation formelle du DRIRE de poursuivre l'exploitation dans de telles conditions éventuellement assorties de nouvelles conditions d'exploitation.

8.2 - Préalablement aux travaux d'agrandissement de la seconde cavité saline, l'exploitant produira un rapport démontrant qu'il a entièrement respecté les dispositions du point 5.2 de l'article 5 susvisé, en particulier qu'il maîtrise parfaitement le processus d'effondrement provoqué et décrivant la géométrie de la structure résultante.

Ledit rapport fera l'objet d'une validation par le comité d'experts susvisé.

Trois mois préalablement aux travaux d'agrandissement, l'exploitant transmettra à la DRIRE ledit rapport et l'avis correspondant du comité d'experts attestant que l'exploitant maîtrise parfaitement le processus d'effondrement provoqué. Le processus d'agrandissement de la seconde cavité ne pourra être engagé qu'après avoir reçu l'autorisation formelle du DRIRE de poursuivre l'exploitation dans de telles conditions, éventuellement assorties de nouvelles conditions d'exploitation.

8.3 - Préalablement au démarrage des travaux d'exploitation de la zone Est du champ d'exploitation, l'exploitant produira un rapport démontrant qu'il a entièrement respecté les dispositions de l'article 5 du présent arrêté et qu'il maîtrise parfaitement le processus d'effondrement provoqué des cavités de la zone Ouest et décrivant l'impact des effondrements sur les nappes souterraines et sur la surface.

Ledit rapport fera l'objet d'une validation par le comité d'experts susvisé.

L'exploitation ne pourra être poursuivie qu'après communication à la DRIRE, trois mois au moins avant le démarrage des travaux de foration, du rapport précité et de l'avis correspondant du comité d'experts et qu'après avoir reçu l'autorisation formelle du DRIRE de poursuivre l'exploitation dans la zone Est du champ d'exploitation suivant la méthode pratiquée dans la zone Ouest, éventuellement assortie de nouvelles conditions d'exploitation.

Il en sera de même pour l'exploitation de la zone Centre.

CHAPITRE II

PREVENTION DES RISQUES POUR LA SECURITE PUBLIQUE

ARTICLE 9 : Mesures générales d'intervention

Toutes installations ou parties d'installations présentant un danger pour le public, seront clôturées et leur accès en sera réglementé.

Des panneaux en nombre suffisant, disposés sur toutes les voies et chemins desservant l'exploitation minière, devront signaler au public l'interdiction d'accès aux installations de surface.

L'accès à la zone de travaux se fera prioritairement à partir de la RD n° 2 (EINVILLE-au-JARD - MAIXE) par le chemin rural dit de La Sablonnière.

ARTICLE 10 : Propriété des terrains de surface

L'exploitant restera propriétaire ou disposera des droits nécessaires sur les terrains de surface sous lesquels sont entrepris les travaux miniers autorisés par le présent arrêté, ainsi que des terrains périphériques susceptibles d'être influencés par l'exploitation, y compris en cas de dysfonctionnement du processus de dissolution du sel, pendant toute la durée de validité de la concession et des renouvellements successifs éventuels de cette dernière.

Il en sera de même pour les terrains visés à l'article 13.

Ce document devra être établi et une copie transmise à la DRIRE, avant le démarrage des travaux d'exploitation.

ARTICLE 11 : Mesures curatives en cas de dissolution du sel non maîtrisée

Dès lors que les cavités souterraines non destinées à être effondrées ne respecteraient pas les critères de forme et de dimensions prescrits au point 5.1 de l'article 5 susvisé ou bien dès lors que leur stabilité ne pourrait être garantie à long terme, l'exploitant devrait supprimer les états d'instabilité constatés en procédant à une injection adaptée d'eau douce au droit de ces cavités, de façon à effondrer ces dernières de façon maîtrisée et coordonnée. Préalablement, l'exploitant adressera à la DRIRE un dossier décrivant la méthode utilisée. Ce dossier pourra faire l'objet d'une validation par le Comité d'experts désigné à l'article 8 du présent arrêté.

Les cratères d'effondrements ainsi créés seraient ensuite traités en réaménagement paysager comme prescrit à l'article 24 du présent arrêté.

ARTICLE 12 : Mesures relatives au suivi du processus d'effondrement volontaire des terrains de recouvrement

Les mesures prescrites aux points 7.1, 7.2, 7.3 et 7.4 de l'article 7 du présent arrêté constituent des mesures minimales de surveillance applicables en exploitation courante.

Un dispositif de mesure de nivellement installé à demeure sur le site permettra une mesure directe hebdomadaire, voir journalière.

De même une sonde permettra la mesure en continu du niveau de la saumure présente dans le fond de la cavité.

Pour limiter les effets du refoulement de saumure vers la surface principalement lors de la création de l'effondrement initial des terrains de recouvrement, le niveau de saumure sera abaissé en tenant compte des contraintes de l'exploitation avant l'arrêt momentané du processus d'exploitation évoqué à l'alinéa précédant, dans les conditions spécifiées au point 18.3 de l'article 18.

ARTICLE 13 : Mesures préventives à mettre en œuvre préalablement à tout effondrement des terrains de recouvrement

Les mesures de suivi prescrites à l'article précédent devront permettre de définir quelle emprise de la surface sera affectée par l'effondrement attendu.

Un périmètre de protection sera établi à une distance suffisante de l'emprise dangereuse ainsi définie, avant toute altération des terrains de surface. Ce périmètre sera matérialisé sur le terrain par une clôture défensive de 2 mètres de hauteur minimale, interdisant tous accès au public à la zone dangereuse. Les accès aménagés dans cette clôture seront maintenus fermés à clé, les clés étant détenues par du personnel habilité de la Saline d'Einvill.

Un affichage de l'interdiction d'accès sera effectué sur la clôture de protection, à distance régulière, et sur les accès fermés.

Une information des maires et des populations concernées sera effectuée à la diligence de l'exploitant, par des moyens appropriés garantissant une traçabilité dès l'établissement du périmètre de protection. Dans le même temps, toute activité dans la zone dangereuse concernée sera suspendue (activités agricoles et forestières en particuliers).

Le périmètre de protection clôturé inclura le dispositif de rétention de la saumure éventuellement expulsée des cavités salines en cours d'effondrement, spécifié au point 18.3 de l'article 18.

Le cas échéant, l'exploitant devra procéder en temps voulu au défrichage des parcelles boisées de terrains comprises dans la zone dangereuse, ce qui suppose que celui-ci demande et obtienne préalablement l'autorisation administrative correspondante.

Le périmètre de protection auquel sont associées les contraintes stipulées au présent article pourra être maintenu localement après effondrement des terrains et être déplacé au gré des réaménagements et de l'avance de l'exploitation.

ARTICLE 14 : Déplacement des chemins de randonnées

Dès l'ouverture du champ d'exploitation, l'exploitant procèdera, en concertation avec les maires des communes de MAIXE et EINVILLE-au-JARD, la Communauté de Communes du Sânon, l'ONF et des Associations des Randonneurs, au déplacement de la partie du (des) sentier(s) de randonnée traversant le périmètre défini aux articles 10 et 13.

CHAPITRE III**PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX****ARTICLE 15 : Prélèvement d'eau industrielle****15.1 - Partie juridique du présent arrêté**

Le présent arrêté préfectoral vaut autorisation au titre de la loi n° 92-3 du 03 janvier 2002 susvisée sur l'eau.

15.2 - Prélèvement d'eau industrielle

L'eau utilisée pour procéder à l'exploitation du sel dans les conditions fixées au présent arrêté sera prélevée dans la nappe, par l'intermédiaire du forage existant n°14 (coordonnées Lambert 1 : X : 903,390 ; Y : 1114,470 ; Z : 254,000) aux débits maximaux suivants :

- débit moyen : 20 m³/heure

- débit instantané : 25 m³/heure

ARTICLE 16 : Rejets d'effluents liquides

A l'exception de la situation accidentelle évoquée au point 18.4 de l'article 18 du présent arrêté, et qui serait à gérer dans les conditions fixées audit point, l'exploitant n'est pas autorisé à rejeter des effluents liquides, y compris des eaux pluviales éventuellement polluées, dans le réseau hydrologique local. Cette interdiction ne concerne que l'exploitation minière conduite dans la concession de La Sablonnière et relative au présent champ d'exploitation.

Les rejets d'effluents industriels résultant du traitement et de la transformation de la saumure ainsi produite, dans l'usine de EINVILLE-au-JARD, sont réglementés dans le cadre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (Code de l'Environnement).

ARTICLE 17 : Protection et isolement des nappes d'eaux souterraines traversées**17.1 - Réalisation des sondages d'exploitation**

La foration des sondages s'effectuera avec des fluides (air, eau, boue de bentonite) non susceptibles de polluer les niveaux aquifères rencontrés.

Les formations géologiques traversées par les sondages qui sont peu ou prou, le siège de nappes aquifères, seront isolées les unes des autres au droit des ouvrages, de même qu'elles seront isolées des couches sous-jacentes de sel gemme et de la surface. Pour ce faire, les sondages verticaux seront tubés jusqu'à la base du gisement à exploiter, l'espace annulaire entre tubes et terrains devant faire l'objet d'une cimentation à base de ciment bentonitique.

En outre, la foration des sondages réalisés, dans les conditions précisées à l'alinéa précédent, ne sera entreprise qu'après mise en place d'un premier tube de protection extérieure cimenté au terrain, descendant au moins jusqu'à la profondeur fixée à 5 mètres sous la base de la dolomie de Beaumont, l'espace annulaire compris entre les deux tubes étant également cimenté comme précisé ci-dessus.

La bonne réalisation des cimentations annulaires spécifiées aux deux alinéas précédents sera vérifiée par diagraphie (mesure CBL).

Le cuvelage des différents sondages sera conçu, établi et contrôlé conformément aux dispositions de l'article 26 du titre « Recherches par forage, exploitation de fluides par puits et traitement de ces fluides » introduit au Règlement Général des Industries Extractives (R.G.I.E) par décret n° 2000-278 du 22 mars 2000, ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 mars 2000 (articles 1 à 9) pris en application de l'article 26 précité et relatif aux cuvelages des sondages et des puits.

En application des dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 22 mars 2000, les diagrammes d'essai d'étanchéité des cuvelages de sondages seront tenus à la disposition du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine.

Indépendamment des prescriptions de l'article 31 du présent arrêté relatif à l'application de l'article 131 et de l'article 133 du Code Minier, après réalisation de chaque forage, la coupe géologique des terrains, avec mention de la présence des venues d'eau, sera adressée à la DRIRE, sous quinzaine.

L'exploitant informera la DRIRE, dans les plus brefs délais dès que, lors de la réalisation d'un forage (exploitation, surveillance), la présence de la nappe salée est présente au toit de la formation salifère.

17.2 - Protection des tubes des sondages vis-à-vis de la corrosion

Pour maîtriser tout risque vis-à-vis de la corrosion :

- les tubes des sondages seront en métal approprié, neufs et certifiés. Ils seront conformes à la norme API - spécification 5 CT - grade acier K55 ou à une norme présentant des caractéristiques équivalentes ;

- l'eau de dissolution du sel sera de l'eau provenant de la nappe de la dolomie de Beaumont.

17.3 - Surveillance de la nappe de la dolomie de Beaumont

Afin de suivre l'évolution de la nappe de la dolomie de Beaumont, un piézomètre sera implanté entre le secteur à exploiter et le captage d'eau potable de Maixe (cf. plan en annexe).

L'ouvrage devra être réalisé dans les règles de l'art, de manière à assurer l'isolation totale de la nappe des autres aquifères. Pour ce faire, le forage sera équipé, entre la surface et le toit de la nappe, d'un tubage cimenté à l'extrados sur toute sa hauteur, préalablement à la foration de la dolomie.

La tête du piézomètre sera nivelée et protégée par un capot verrouillable et fermé à clé.

Le diamètre du piézomètre sera tel qu'il puisse être équipé, en cas de besoin, d'une pompe.

Le piézomètre sera équipé d'une sonde de conductivité avec enregistrement en continu, placé au niveau du mur de la dolomie (contact dolomie/marnes irisées).

Outre les mesures piézométriques, seront réalisées des prélèvements en vue d'analyses du sodium, chlorures et sulfates.

Le niveau piézométrique de la nappe sera relevé mensuellement.

La périodicité des prélèvements et des analyses sera, après chaque phase de forage des puits d'exploitation trimestrielle la première année, semestrielle les années suivantes. Les résultats du suivi et leur interprétation pourraient conduire éventuellement à modifier la fréquence des mesures.

L'état initial piézométrique et physico-chimique de la nappe sera réalisé avant le démarrage de l'exploitation du gisement de sel.

Les résultats de ces mesures seront communiqués régulièrement à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt et à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Cette communication pourra également se faire dans le cadre du rapport annuel d'exploitation prévu aux articles 38 et 39 du décret n° 95.696 du 09 mai 1995 susvisé.

L'exploitant sera tenu d'informer le maire de la commune de MAIXE en cas d'apparition d'une salinité significative dans l'eau prélevée dans le piézomètre. Dans ce cas, et afin de préserver la ressource en eau, il pourra être imposé des mesures complémentaires à l'exploitant minier.

17.4 - Surveillance de la nappe salée

La bande d'isolement entre le nouveau champ d'exploitation et les anciens forages d'exploitation (n°1 à 20) comprendra 3 forages de contrôle (SC04, SC05 et SC06), forés jusqu'au mur du 5^{ème} faisceau de sel, qui ne feront l'objet d'aucune exploitation et dont la destination sera de s'assurer de l'absence, dès l'origine, de toute nappe salée ou de toute cavité souterraine et, par la suite, de toute évolution risquant de compromettre cet isolement à hauteur de la formation salifère (cf. plan en annexe).

Les forages SC04 et SC05 seront réalisés préalablement au début de l'exploitation du sel. Le forage SC06 sera réalisé préalablement à l'exploitation de la zone Est.

Des mesures de niveau seront réalisées trimestriellement afin de s'assurer de l'absence de dissolution au toit du faisceau de sel. En cas de détection d'eau, des mesures de conductivité seront réalisées suivant la même fréquence et la DRIRE sera directement informée. Les résultats du suivi pourraient conduire éventuellement à modifier la fréquence des mesures.

ARTICLE 18 : Prévention du risque de pollution des eaux de surface**18.1 - Collecte et traitement des effluents liquides au droit de chaque plate-forme de forage**

Sur chaque plate-forme de forage, une fosse imperméable autour de l'axe du sondage, devra permettre de recueillir la totalité des égouttures de fluides de forage et de recycler celles-ci.

18.2 - Collecte et traitement des eaux de ruissellement en régime d'exploitation normale

En surface, les têtes de sondages seront implantées au droit de plates-formes imperméabilisées et présenteront une pente en direction d'un puisard étanche, convenablement dimensionné, permettant de récupérer les pertes éventuelles de saumure à partir des têtes de sondages.

Les eaux ainsi recueillies dans lesdits puisards seront soit réinjectées dans les cavités salines en exploitation, soit traitées dans les installations de l'usine d'Einvill-au-Jard, de façon à éviter tout rejet d'effluents liquides à caractère polluant dans le réseau hydrographique local.

18.3 - Mesures prises préalablement à un effondrement maîtrisé des terrains de recouvrement

Préalablement à toute opération d'effondrement des terrains de recouvrement, l'exploitant procédera à l'édification d'une digue constituant un bassin de rétention dont la capacité (au minimum 5.000 m³) devra permettre de recueillir, par l'intermédiaire de fossés imperméabilisés, la totalité de la saumure susceptible de s'échapper des cavités salines lors de cet effondrement.

En cas de recueil de saumure dans l'ouvrage de rétention prescrit, celle-ci serait pompée et soit réinjectée dans les cavités salines, soit traitée dans les installations de l'usine d'Einvill-au-Jard.

18.4 - Mesures spécifiques à l'exploitation des saumoducs

Les canalisations susceptibles de transporter de la saumure entre le lieu de production et le lieu d'utilisation seront éprouvées au minimum à 1,5 fois la pression maximale de service.

Les canalisations seront enterrées et enfouies à plus de 0,80 mètres de profondeur et seront repérées sur un plan détaillé. Les conduites en acier seront revêtues intérieurement et extérieurement d'un produit d'enrobage protégeant celles-ci de l'action corrosive des terrains (côté extérieur) et de la saumure (côté intérieur).

Les canalisations seront protégées au passage des voies routières accessibles aux véhicules.

Ces canalisations feront l'objet d'inspections fréquentes, au moins annuelles, comprenant des contrôles non destructifs d'épaisseur pour celles en acier. Les parties de tuyauteries présentant des anomalies significatives seront réparées ou remplacées.

L'exploitant devra prendre toutes dispositions utiles pour que les travaux de terrassement prévus à proximité ou au droit des canalisations enterrées ne soient pas entrepris avant que soient définies par l'exploitant et prises par l'opérateur les mesures préventives adaptées à chaque cas d'espèce. Une information des propriétaires des terrains traversés par les canalisations sera assurée par l'exploitant.

Un système informatisé et automatisé permettant de comparer en permanence les débits entrant et sortant de chaque conduite de transport de saumure devra identifier les écarts significatifs de débit pouvant être interprétés comme les conséquences d'une rupture ou d'une fuite ayant eu lieu sur cette conduite. Si un tel écart devait être constaté, le pompage de saumure sur la canalisation douteuse serait interrompu immédiatement et toute reprise de ce pompage serait subordonnée à une vérification préalable des installations et, le cas échéant, à la remise en état de celles-ci.

CHAPITRE IV**PERIODE DE POST-EXPLOITATION****ARTICLE 19 : Définition de la période de post-exploitation**

La période de post-exploitation d'une durée minimale de 10 ans fait suite à la période d'exploitation effective par dissolution du sel.

L'exploitant informera par écrit la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la date d'arrêt définitif du processus de dissolution de sel dans chacune des cavités souterraines. Cette date constituera le début de la période de post-exploitation afférente à la cavité concernée.

ARTICLE 20 : Surveillance des cavités salines pendant la période de post-exploitation

Durant la période de post-exploitation, le dispositif de surveillance prescrit aux points 7.2, 7.3 et 7.4 de l'article 7 sera maintenue à raison d'une campagne de mesures annuelles gamma-ray, sonar, topographie et salinité.

Il en est de même du dispositif de mesure prescrit aux points 17.3 et 17.4 de l'article 17.

A compter du terme de la première année de post-exploitation, le comité d'experts défini à l'article 8 est consulté annuellement sur l'analyse faite par l'exploitant des résultats d'auto-surveillance des cavités souterraines placées sous le régime de la post-exploitation (cavités LAMBDA 1 à 3) dispositif dont l'objectif est d'évaluer si, lesdites cavités continuent ou non à évoluer vers un état stable.

L'exploitant, selon la faible variation annuelle des résultats, pourra demander d'espacer ces contrôles en justifiant cette démarche auprès de la DRIRE.

Le comité d'experts précité pourra proposer à la DRIRE toutes les investigations supplémentaires qu'il conviendrait d'entreprendre pour atteindre l'objectif considéré pendant la période de post-exploitation de même que celui-ci pourra proposer une augmentation ou une diminution de la fréquence des différents contrôles prescrits en application du premier alinéa.

ARTICLE 21 : Mise en sécurité des travaux miniers en cas d'évolution des cavités salines vers un état d'instabilité

En cas d'évolution des cavités salines LAMBDA 1 à 3 vers un état d'instabilité, confirmée par le comité d'experts défini à l'article 8 ci-dessus, l'exploitant procédera à la mise en sécurité des travaux miniers concernés dans les conditions prescrites aux articles 11, 12 et 13.

Cette mise en sécurité pourra être demandée à tout moment, en particulier pendant la période de post-exploitation, par la DRIRE.

ARTICLE 22 : Gestion des cavités salines pendant la période de post-exploitation

Pendant la période de post-exploitation, les cavités salines seront maintenues pleines de saumure saturée en sel.

La saumure excédentaire résultant du rééquilibrage thermique entre les terrains encaissants et le fluide contenu, et résultant également de la restriction inévitable du volume de ces cavités, devra être gérée de telle manière que la pression de la saumure confinée dans les cavités ne soit pas susceptible de créer des dommages dans les terrains encaissants et sur les tubes des sondages.

Les modalités de cette gestion seront portées à la connaissance de la DRIRE et feront l'objet d'une consultation du comité d'experts défini à l'article 8 ci-dessus.

La saumure prélevée dans les cavités salines pendant la période de post-exploitation pour respecter le niveau de pression requis sera soit recyclée dans une autre exploitation, soit utilisée à l'usine d'Einvill-au-Jard, et ne sera en aucun cas rejetée dans le milieu naturel.

CHAPITRE V**REAMENAGEMENT DU SITE EXPLOITE****ARTICLE 23 : Sécurisation du site**

Les bords des cratères résultant de l'effondrement maîtrisé et coordonné des terrains de recouvrement seront sécurisés dès que possible en fin d'exploitation par profilage des talus émergents selon une pente garantissant la stabilité de ceux-ci, au plus égale à 30 degrés.

Ces travaux de sécurisation seront réalisés au plus tard lors de la fin de l'exploitation effective du sel et de la mise en sécurité ultime des cavités répétées non stables.

L'exploitant présentera un dossier de sécurisation du site.

ARTICLE 24 : Réaménagement des sols

La terre végétale présente au droit des ouvrages de surface à réaliser pour les besoins de l'exploitation minière sera décapée et conservée de façon à permettre sa réutilisation ultérieure dans le cadre des réaménagements paysagers du site.

La terre végétale ainsi entreposée sera réutilisée en particulier pour recouvrir les arasements d'ouvrages divers de surface (pistes, digues, fossés, plates-formes,...) qu'il y aura lieu d'effectuer dans le cadre des réaménagements paysagers du site.

Ces réaménagements seront réalisés en concertation avec les communes de MAIXE et EINVILLE-au-JARD et l'ONF.

Les réaménagements du site, précédés, le cas échéant, par la mise en sécurité des travaux miniers, devront avoir été achevés au plus tard à l'échéance fixée à l'article 34.

ARTICLE 25 : Reboisement du site

Consécutivement au réaménagement des sols prescrits à l'article précédent, l'exploitant procédera, si nécessaire, à une opération de reboisement sur une surface équivalente à la surface défrichée.

Ce reboisement, et d'une manière générale la revégétalisation du site, seront menés en accord avec les services de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt et les communes concernées.

CHAPITRE VI - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

ARTICLE 26 : Travaux interdits

La pressurisation des sondages ou des cavités salines créées à des niveaux de pression susceptibles d'engendrer la fracturation des roches encaissantes ou le décollement des strates de terrains, à quelque niveau que ce soit, est formellement interdite.

ARTICLE 27 : Lutte contre les émissions sonores

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés sur le site, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier au décret du 23 janvier 1995, les véhicules de transport, au code de la Route).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs,...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

La DRIRE sera informée du début de chaque campagne de forage.

Les émissions sonores respecteront les dispositions du décret n° 95.408 du 18 avril 1995 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage.

Il pourra être demandé à l'exploitant, en cas de besoin, de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore au voisinage des zones habitées des communes de MAIXE et EINVILLE-au-JARD. Dans ce cas les contrôles de la situation acoustique seront effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à l'accord du Préfet (DRIRE). Les résultats des mesures seront transmis au Préfet (DRIRE).

ARTICLE 28 : Découverte de vestiges archéologiques

Toute découverte de quelque ordre qu'elle soit (vestiges, structure, objet, monnaie,...) devra être immédiatement portée à la connaissance du Service Régional de l'Archéologie de Lorraine - 6, place de Chambre - 57045 METZ Cedex 1 - Tél : 03.87.56.41.00, soit directement, soit par l'intermédiaire de la Mairie et de la Préfecture, en application du titre III de la loi du 27 septembre 1945.

Les vestiges découverts ne devront pas être détruits.

ARTICLE 29 : Rapport annuel d'exploitation

Le rapport annuel d'exploitation prévu aux articles 38 et 39 du décret n° 95.696 du 09 mai 1995 susvisé pourra, à la demande des maires des communes concernées par les travaux d'exploitation, faire l'objet d'une présentation devant les conseils municipaux.

ARTICLE 30 : Information de la DRIRE Lorraine

La DRIRE Lorraine sera immédiatement informée de tout incident ou accident susceptible de mettre en œuvre la sécurité publique ou le personnel, ou bien la protection de l'environnement.

ARTICLE 31 : Application des articles 131 et 133 du Code Minier

Les dispositions des articles 131 et 133 du Code Minier relatifs aux déclarations de fouilles et levés géophysiques s'appliquent.

ARTICLE 32 : Règlement Général des Industries Extractives - RGIE -

Les dispositions du décret n° 80.331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives - RGIE - sont applicables.

ARTICLE 33 : Autres autorisations administratives

La présente autorisation ne préjuge en rien des autres autorisations administratives, celles notamment ayant trait aux opérations de construction et (ou) de défrichement le cas échéant, dont l'exploitant aura à se pourvoir en tant que de besoin préalablement à toute exécution des travaux intéressés.

CHAPITRE VII - PRESCRIPTIONS FINALES

ARTICLE 34 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée jusqu'à la date de fin de validité de ladite concession, soit le 31 décembre 2018, sauf si une demande de prolongation du titre minier est introduite dans les délais prescrits à l'article 25 du décret n° 95.427 du 19 avril 1995 relatif aux titres miniers.

ARTICLE 35 : Possibilités de recours

Le présent arrêté préfectoral, dans le délai de deux mois compté à partir de la date de notification, pourra faire l'objet d'un recours :

- hiérarchique devant Monsieur le Ministre Délégué à l'Industrie, par courrier motivé ;
- contentieux, devant le Tribunal Administratif de Nancy.

ARTICLE 36 : Publication de l'arrêté

Le présent arrêté préfectoral sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis pour affichage au maire de chaque commune intéressée : MAIXE et EINVILLE-au-JARD.

ARTICLE 37 : Notification et exécution de l'arrêté

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Sous-Préfet de Lunéville et Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de la Saline d'Einvillers et transmis à titre d'information à :

- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement ;
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Culturelles ;
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement ;
- Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;
- Monsieur le Général Commandant la 6^{ème} Région Militaire.

NANCY, le 1^{er} mars 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Le plan joint au présent arrêté peut être consulté à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Direction du Développement Durable et des Politiques Interministérielles, Bureau de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement.

**COMMUNE DE JARNY - EXPROPRIATION DE LA PARCELLE AD 349
EN VUE DE LA REALISATION D'UN LOTISSEMENT - ENQUETE PARCELLAIRE**

LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1, L.11-18, L.13-7, L.13-8, L.13-10, L.13-11, L.13-15, L.13-16, L.13-28, L.16-7, L.21-1 et L.21-2 ainsi que les articles R.11-19 à R.11-31 ;

VU la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité (article 139) ;
VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et son décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 ;
VU le décret n° 77-392 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
VU le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU la délibération du 19 décembre 2005 par laquelle le conseil municipal de JARNY a décidé de recourir à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique pour acquérir la parcelle cadastrée AD 349 afin de réaliser un lotissement
VU le dossier établi par la commune de JARNY en vue de l'enquête préalable, complet le 27 janvier 2006 ;
SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Une enquête parcellaire aura lieu du **lundi 27 mars 2006 au mardi 11 avril 2006 inclus**, sur la commune de JARNY, en vue de délimiter exactement les parcelles à acquérir en vue de la réalisation d'un lotissement conformément aux dispositions des articles R11-19 à R11-31 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 2 : M. Thierry DEHOVE, géomètre expert, demeurant BP 57 - 54802 JARNY CEDEX, a été nommé commissaire enquêteur par ordonnance n°E06000061 du président du Tribunal Administratif de Nancy en date du 20 février 2006.

ARTICLE 3 : L'avis au public destiné à informer la population sur les conditions de déroulement de l'enquête, ainsi que l'arrêté préfectoral seront avant la date fixée pour l'ouverture de l'enquête, publiés par voies d'affiches à la mairie et aux emplacements réservés aux avis officiels dans la commune de JARNY. Il sera justifié de l'accomplissement de ces formalités par un certificat du maire.

Cet avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête, sera en outre publié en caractères apparents huit jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 4 : Le dossier de l'enquête parcellaire, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, seront déposés à la mairie de JARNY pendant toute la durée de l'enquête afin que chacun puisse en prendre connaissance aux heures normales d'ouverture de la mairie et consigner éventuellement ses observations sur le registre.

Les intéressés pourront également adresser leurs observations par écrit au commissaire enquêteur à la mairie de JARNY.

En outre, notification individuelle du dépôt du dossier d'enquête à la mairie sera faite, par l'expropriant, sous pli recommandé avec demande d'avis de réception, aux propriétaires figurant sur l'état parcellaire, lorsque leur domicile est connu ou tel qu'il est connu d'après les renseignements recueillis par l'expropriant.

En cas de domicile inconnu, la notification sera faite en double copie, au maire, qui en fera afficher une. Cette notification sera, le cas échéant, effectuée par l'expropriant, auprès des locataires et preneurs à bail rural.

ARTICLE 5 : Monsieur le commissaire enquêteur sera présent à la mairie de JARNY, afin de recueillir les déclarations éventuelles des intéressés, les :

- Mercredi 5 avril 2006 de 9 heures à 12 heures ;

- Mardi 11 avril 2006 de 14 heures à 17 heures.

ARTICLE 6 : A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera clos et signé par le maire qui le transmettra, avec tout le dossier, dans les 24 heures suivant la date de clôture de l'enquête, au commissaire enquêteur.

Celui-ci examinera les observations consignées ou annexées au registre et entendra toute personne qui lui paraîtra utile de consulter. Il formulera ensuite ses conclusions par écrit et les adressera avec le dossier complet à M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 7 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le maire de la commune de JARNY et Monsieur le commissaire-enquêteur, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont copie leur sera adressée, ainsi qu'à M. le président du Tribunal administratif de Nancy.

NANCY, le 2 mars 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**COMMUNE DE JARNY - EXPROPRIATION DE LA PARCELLE AD 349
EN VUE DE LA REALISATION D'UN LOTISSEMENT - ENQUETE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1, L.11-2, L.11-4 à L.11-6 et R.11-1 à R.11-18 ;

VU la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité (article 139) ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et son décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 ;

VU le décret n° 77-392 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la délibération du 19 décembre 2005 par laquelle le conseil municipal de JARNY a décidé de recourir à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique pour acquérir la parcelle cadastrée AD 349 afin de réaliser un lotissement

VU le dossier établi par la commune de JARNY en vue de l'enquête préalable, complet le 27 janvier 2006 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet d'acquisition par la commune de JARNY de la parcelle cadastrée AD 349 afin de réaliser un lotissement sur le territoire de la commune de JARNY, aura lieu du **lundi 27 mars 2006 au mardi 11 avril 2006 inclus**, sur la commune de JARNY, conformément aux dispositions du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 2 : M. Thierry DEHOVE, géomètre expert, demeurant BP 57 - 54802 JARNY CEDEX, a été nommé commissaire enquêteur par ordonnance n°E06000061 du président du Tribunal Administratif de Nancy en date du 20 février 2006.

ARTICLE 3 : L'avis au public destiné à informer la population sur les conditions de déroulement de l'enquête, ainsi que l'arrêté préfectoral seront avant la date fixée pour l'ouverture de l'enquête, publiés par voies d'affiches à la mairie et aux emplacements réservés aux avis officiels dans la commune de JARNY. Il sera justifié de l'accomplissement de ces formalités par un certificat du maire.

Cet avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête, sera en outre publié en caractères apparents huit jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 4 : Les pièces du dossier de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, seront déposés à la mairie de JARNY pendant toute la durée de l'enquête afin que chacun puisse en prendre connaissance aux heures normales d'ouverture de la mairie et consigner éventuellement ses observations sur le registre.

Les intéressés pourront également adresser leurs observations par écrit au commissaire enquêteur à la mairie de JARNY.

ARTICLE 5 : Monsieur le commissaire enquêteur sera présent à la mairie de JARNY, afin de recueillir les déclarations éventuelles des intéressés, les :

- Mercredi 5 avril 2006 de 9 heures à 12 heures ;
- Mardi 11 avril 2006 de 14 heures à 17 heures.

ARTICLE 6 : A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera clos et signé par le maire qui le transmettra, avec tout le dossier, dans les 24 heures suivant la date de clôture de l'enquête, au commissaire enquêteur.

Celui-ci examinera les observations consignées ou annexées au registre et entendra toute personne qui lui paraîtra utile de consulter. Il formulera ensuite ses conclusions par écrit et les adressera avec le dossier complet à M. le préfet de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 7 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le maire de la commune de JARNY et Monsieur le commissaire-enquêteur, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont copie leur sera adressée, ainsi qu'à M. le président du Tribunal administratif de Nancy.

NANCY, le 2 mars 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT CREATION DU COMITE LOCAL D'INFORMATION ET DE CONCERTATION (C.L.I.C.)
DE L'ETABLISSEMENT GAZ DE FRANCE, CENTRE DE STOCKAGE SOUTERRAIN DE CERVILLE**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code minier, et notamment son article 3-1 ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L125-2, L 515-8, L 515-22 et D 125-29 et suivants ;

Vu la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

Vu la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public ;

Vu le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Considérant que l'établissement GAZ DE FRANCE, Centre de stockage souterrain situé à CERVILLE, autorisé par l'arrêté préfectoral n° 14159 du 26 décembre 1985, doit faire l'objet d'un plan de prévention des risques technologiques élaboré selon les dispositions des articles L 515-15 et suivants du code de l'environnement ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 - Création du C.L.I.C.

Un comité local d'information et de concertation est créé pour le bassin industriel défini par la zone géographique couverte par le Plan Particulier d'Intervention de l'établissement GAZ DE FRANCE, Centre de stockage souterrain situé à CERVILLE, à savoir tout ou partie du territoire des communes de CERVILLE, LANEUVELOTTTE, PULNOY, SEICHAMPS, VELAINES-SOUS-AMANCE.

Article 2 - Composition du C.L.I.C.

Le comité local d'information et de concertation mentionné à l'article 1 est composé de 24 membres répartis en cinq collèges, comme indiqué ci-dessous :

Le collège « administration » comprend :

- M. le préfet ou son représentant,
- Un représentant du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile,
- Un représentant du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Un représentant de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé de l'inspection des installations classées,
- Un représentant de la Direction Régionale ou Départementale de l'Équipement,
- Un représentant de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Le collège « collectivités territoriales » comprend :

- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la commune de CERVILLE,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la commune de LANEUVELOTTTE,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la commune de PULNOY,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la commune de SEICHAMPS,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la commune de VELAINES-SOUS-AMANCE,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la communauté de communes du Grand Couronné.
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante du conseil général de Meurthe-et-Moselle.

Le collège « exploitants » comprend :

- M. Didier MARMEYS, directeur du groupement Nord - Direction des grandes infrastructures - Gaz de France,
- M. Philippe LEGAT, Chef du site de stockage souterrain de Cerville.

Le collège « riverains » comprend :

- M. Gérard FERRY, 20 rue du moulin, 54420 CERVILLE.
- M. Rémy LAMBLIN, 6 rue de Velaine, 54420 CERVILLE.
- M. Jean DELHOMENIE, 7 place de la Fontaine, 54420 SAULXURES-LES-NANCY.
- Un représentant du GAEC d'Ouches, 1 grande rue, 54420 CERVILLE.

En qualité de personnalités qualifiées :

- M. Dominique FENER du rectorat de l'Académie de NANCY-METZ
- M. Thierry VERDEL de l'École des Mines de Nancy.

Le collège « salariés » comprend :

- M. Gérard SERCUS, secrétaire du C.H.S.C.T. de gaz de France Cerville.
- M. Jean-Noël RATAUX, ingénieur d'exploitation du centre de stockage de Cerville.

Article 3

Le CLIC visé à l'article 1 se conformera aux prescriptions des articles D 125-29 et suivants du code de l'environnement relatifs à la création des comités locaux d'information et de concertation pris en application de l'article L. 125-2 du code de l'environnement.

Le président du CLIC veille au respect des règles édictées dans le règlement intérieur ci-annexé.

Article 4

Les membres du CLIC sont nommés pour une durée de trois ans renouvelable.

Le comité est présidé par un des membres nommé par le préfet, sur proposition du comité, pour une durée de trois ans renouvelable, ou, à défaut, par le préfet ou son représentant dans les mêmes conditions. Le président du comité est nommé lors de la première réunion du C.L.I.C. puis tous les trois ans.

Article 5

Le secrétariat est assuré par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Article 6

M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres du comité et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 7 mars 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

REGLEMENT INTERIEUR DES CLIC**Article 1**

Le présent règlement a pour objet de fixer dans le cadre des lois et règlements en vigueur, les conditions de travail du Comité Local d'Information et de Concertation de l'établissement GAZ DE FRANCE à CERVILLE. Le président du CLIC désigné conformément à l'article 2 ci-dessous est chargé de la bonne application de ce règlement.

I - Composition et présidence**Article 2**

Les membres du CLIC sont nommés pour une durée de trois ans renouvelable.

Tout membre qui perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé perd sa qualité de membre du comité.

Le comité est présidé par un des membres nommé par le Préfet, sur proposition du comité, pour une durée de trois ans renouvelable, ou, à défaut, par le Préfet ou son représentant dans les mêmes conditions. Le président du comité est nommé lors de la première réunion du C.L.I.C. puis tous les trois ans.

II - Convocation des membres du Comité Local d'Information et de Concertation**Article 3**

Le président du comité fixe la date des réunions et établit l'ordre du jour.

Article 4

Le secrétariat est assuré par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis aux membres du CLIC quatorze jours calendaires avant la date à laquelle se réunit le comité.

Le président peut inviter toute personne susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence particulière, sans que ce dernier ne puisse participer aux votes du CLIC.

Article 5

Le comité se réunit, au moins une fois par an et, autant que de besoin, sur convocation de son président. Le président doit réunir le comité si la majorité des membres en fait la demande motivée.

III - Fonctionnement du Comité Local d'Information et de Concertation**Article 6**

Le CLIC ne délibère valablement sur les questions qui lui sont soumises que si au moins la moitié des membres sont présents ou représentés suivant l'article 8.

Article 7

Le CLIC peut être amené à émettre un avis sur les documents qui lui sont présentés (étude de danger, tierce expertise, PPRT...). Cet avis donné dans le cadre de l'article D.125-33 du code de l'environnement ne s'entend pas au sens administratif du terme : le comité émet un avis qui peut refléter la diversité des opinions au sein du comité.

Dans le cadre de l'article D 125-32 du code de l'environnement, en l'absence de consensus, un vote peut être organisé pour faire réaliser une tierce expertise. Chaque collège possède alors 1/5^{ème} des voix à répartir uniformément entre les membres du collège. Un dispositif de répartition uniforme des voix entre les membres des collèges (par exemple 60 voix par collège) devra être utilisé. La voix du président est prépondérante pour les avis et les décisions approuvés par la moitié des membres présents ou représentés.

Toutefois, le recours à l'expertise pour avoir une appréciation ponctuelle des études présentées par l'exploitant, notamment celles qui entrent dans le champ d'application du livre V du code de l'environnement, ainsi que pour éclairer les débats sur une décision ou un dossier, notamment concernant le PPRT, doit être explicité et dûment motivé en référence au processus d'expertise afin qu'il n'interfère pas avec les dispositions prévues à l'article 3.6° du décret du 21 septembre 1977.

Article 8

Chaque membre peut mandater l'un des membres du comité pour le remplacer en cas d'empêchement pour toutes réunions du comité. Un membre peut recevoir deux mandats au plus.

Article 9

L'absence non excusée ou non motivée d'un membre à au moins deux réunions successives entraîne automatiquement son exclusion du Comité.

En cas de vacance, il est procédé au remplacement du membre dans un délai de trois mois pour la période restant à courir jusqu'à la fin du mandat.

Article 10

Au moins une fois par an, les représentants du collège exploitant remettent au comité un bilan écrit conforme à l'article D 125-34 du code de l'environnement. Ils sont tenus de faire une présentation orale du rapport qu'ils ont remis par écrit.

Article 11

Après épuisement des sujets mis à l'ordre du jour, le Président clôt la séance.

Le secrétariat assure l'établissement d'un compte-rendu de la réunion et en transmet une copie à chaque membre.

Il est tenu un répertoire des comptes-rendus des réunions.

IV - Communication**Article 12**

L'information résultant des débats contradictoires est mise à la disposition du public par tout moyen que le comité juge utile (presse locale, bulletin d'information municipal ou industriel, site Internet de la DRIRE ou tout autre site utilisé par le CLIC) à l'issue des réunions du CLIC.

A ce titre, le comité met à la disposition du public au moins une fois par an un bilan de ces actions et les thèmes des prochains débats. Ce document pourra faire ressortir, entre autres, les points suivants :

- synthèse des débats, observations et avis émis par le comité sur les actions et documents présentés par l'exploitant et les pouvoirs publics,
- bilan des actions entreprises en vue de réduire les risques et rejets et d'informer le public,
- les orientations du comité pour l'année à venir.

Ce bilan ne comportera pas de données portant sur les secrets de fabrications ou de nature à faciliter des actes susceptibles de porter atteinte à la santé, la sécurité et la salubrité publiques.

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT AUTORISATION DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT
DE LA COMMUNE DE PREUTIN-HIGNY**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.214-1 à L.214-6,

Vu l'article 35 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992,
 Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2224-8 et L.2224-10,
 Vu le décret N° 93-742 du 29 mars 1993 modifié, relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration,
 Vu le décret N° 93-743 du 29 mars 1993 modifié, relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration,
 Vu le décret N° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées,
 Vu le décret N° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées,
 Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
 Vu l'arrêté du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et au traitement des eaux usées,
 Vu l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret N° 97-1133 du 8 décembre 1997, et son arrêté modificatif du 3 juin 1998,
 Vu le S.D.A.G.E. RHIN-MEUSE adopté le 02 juillet 1996, approuvé par le Préfet Coordonnateur le 15 novembre 1996,
 Vu le dossier présenté par M. le Maire de PREUTIN-HIGNY,
 Vu l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2005 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur la commune de PREUTIN-HIGNY,
 Vu les pièces constatant que l'enquête a été menée en mairie de PREUTIN-HIGNY,
 Vu les conclusions émises le 20 octobre 2005 par le commissaire enquêteur à l'issue de l'enquête publique qui s'est déroulée du 26 septembre 2005 au 14 octobre 2005 dans la commune de PREUTIN-HIGNY,
 Vu l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2006, prorogeant le délai pour statuer sur la demande d'autorisation de mise aux normes du système d'assainissement de la commune de PREUTIN-HIGNY,
 Vu le rapport de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 2 février 2006,
 Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène de Meurthe-et-Moselle en date du 16 février 2006,
 Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle;

A R R E T E

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

Les ouvrages d'assainissement collectifs de l'agglomération de PREUTIN-HIGNY à réaliser par le pétitionnaire sont autorisés au titre des articles L-214-1 à L 214-6 du code de l'environnement et ses décrets d'application n° 93-742 et 93-743 modifié du 29 mars 1993.
 Ils correspondent à la définition des rubriques suivantes du décret n° 93-743 modifié:

Désignation des activités	Rubrique	Déclaration ou Autorisation
Rejets d'effluents sur le sol ou dans le sous-sol, à l'exclusion des bassins d'infiltration visés à la rubrique 5.3.0, de l'épandage visé à la rubrique 5.4.0, ainsi que des réinjections visées à la rubrique 1.3.1	1.2.0	Autorisation
Station d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant supérieur à 12 kg de DBO ₅ , mais inférieur ou égal à 120 kg de DBO ₅	5.1.0.(2)	Déclaration
Déversoirs d'orage situés sur un réseau d'égouts destiné à collecter un flux polluant journalier supérieur à 12 kg de DBO ₅ mais inférieur ou égal 120 kg de DBO ₅	5.2.0.(2)	Déclaration

L'ensemble du projet est donc soumis à autorisation.

Les travaux devront être réalisés conformément au dossier "Loi sur l'eau" déposé par le pétitionnaire et soumis à enquête publique sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 : SITUATION ET NATURE DES TRAVAUX

Ces travaux se dérouleront conformément aux dispositions du dossier présenté à l'appui de la demande d'autorisation.

Ils consisteront notamment en :

- la création d'une station d'épuration qui aura les caractéristiques suivantes :
 - site : sur la commune de PREUTIN-HIGNY,
 - capacité : 200 équivalent-habitants,
 - filière de traitement : technique d'infiltration percolation,
 - lieu du rejet : reprise des eaux traitées à la base des filtres à sable et évacuation vers le ruisseau de la Gueule.

ARTICLE 3 : SYSTEME DE COLLECTE

3.1. Généralités

- type de réseau unitaire
- indicateurs de performance

Le taux de collecte de la DBO₅ devra être supérieur ou égal à 80 % .

- effluents non domestiques

Par ailleurs, le pétitionnaire délivrera les autorisations de déversements pour tout raccordement d'effluents non domestiques, en fonction de la composition des effluents.

Ces effluents ne doivent pas contenir :

- des produits susceptibles de dégager directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables ;
- des substances nuisant au fonctionnement du système de traitement et à la dévolution finale des boues produites ;
- des matières et produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages.

3.2. Les déversoirs d'orage

Le réseau sera doté d'un déversoir d'orage situé en entrée de la station d'épuration (avant le poste de refoulement).

Ces déversoirs seront calés sur une intensité de la pluie critique de 15 l/s/ha.

Aucun déversement dans le milieu naturel n'aura lieu par temps sec.

ARTICLE 4 : SYSTEME DE TRAITEMENT

4.1. Filière de traitement

A compter de la signature du présent arrêté, les effluents collectés seront traités dans une station dimensionnée pour traiter les débits suivants :

- débit moyen : 35 m³/jour
- flux journalier de DBO₅ : 12 kg/jour

correspondant au traitement :

- des effluents de 200 équivalent-habitants
- d'eaux pluviales produites par une pluie équivalente à une pluie critique.

4.2. Rejets

Le dispositif de rejet doit être aménagé de manière à réduire au minimum la perturbation apportée au milieu récepteur aux abords du point de rejet par le déversement.

Ils devront respecter les caractéristiques ci-après :

- température < 25° C
- pH compris entre 6 et 8,5
- absence de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeurs et de saveurs
- absence de substances susceptibles d'entraîner la destruction du poisson après mélange avec les eaux réceptrices
- concentrations maximales journalières ci-après :

Paramètres	Concentration maximale (échantillon moyen 24 heures)	Rendement sur échantillon moyen 24 heures
Demande Biochimique en oxygène à 5 jour	22 mg/l	60 %
Demande chimique en Oxygène	100 mg/l	75 %
Matière en Suspension	30 mg/l	90 %

L'effluent devra présenter un abattement de 2U log sur la microbiologie.

Les valeurs énoncées précédemment pourront être revues par le service chargé de la police de l'eau si nécessaire et afin de respecter les contraintes liées au milieu récepteur.

Les concentrations sont déterminées selon les protocoles normalisés sur échantillon homogénéisé, non filtré, ni décanté.

Les exigences ci-dessus (concentration et rendement) sont à respecter en situation de temps sec, en période de pluie une seule de ces exigences est à respecter.

4.3. Boues

La production de boues est de l'ordre de 6 m³/an et l'extraction de ces boues s'effectuera au bout de 4 à 5 ans d'exploitation.

La commune devra réaliser une étude de boues avant l'échéance des 4 ans pour définir la destination finale de ces résidus. La valorisation agricole ou l'incinération après déshydratation sont deux filières envisageables.

4.4. Déchets

Les autres sous produits seront si possible, valorisés.

Les produits de dégrillage seront éliminés en Centre d'Enfouissement Technique, ou traités par une voie appropriée.

Les graisses seront éliminées en Centre d'Enfouissement Technique, ou traitées par une voie appropriée.

Les produits de curage des réseaux seront éliminés en Centre d'Enfouissement Technique, ou traités par une voie appropriée.

ARTICLE 5 : SURVEILLANCE, MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES OUVRAGES**5.1. Auto-surveillance**

Le pétitionnaire tient un registre mis à la disposition du service chargé de la police de l'eau et de l'Agence de l'Eau comportant les éléments objets de ce paragraphe 5.1.

Il rédige et tient à jour un manuel décrivant de manière précise son organisation interne, ses méthodes d'analyse et d'exploitation, les organismes extérieurs à qui il confie toute ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif.

Il dresse un rapport annuel de synthèse du fonctionnement du système de traitement qu'il adresse aux services ci-avant.

• le réseau de collecte

Le pétitionnaire vérifie la qualité des branchements particuliers et réalise chaque année un bilan du taux de raccordement, du taux de collecte et du taux de dilution.

Le pétitionnaire réalise le suivi du réseau de canalisations et tient à jour le plan de son réseau et de ses branchements.

Le pétitionnaire tient à jour les conventions de raccordement prévues à l'article L 35-8 du code de la santé publique.

• la station d'épuration

Le pétitionnaire enregistre l'ensemble des paramètres nécessaires à justifier la bonne marche de son installation de traitement et sa fiabilité.

Il doit mettre en place à ses frais et sous sa responsabilité un programme d'auto-surveillance.

L'auto-surveillance du fonctionnement des installations est assurée selon la périodicité suivante : flux polluant journalier reçu et capacité de traitement journalier inférieur à 60 kilogrammes D.B.O.5 : 1 fois par an.

Cette auto-surveillance porte sur la mesure des paramètres suivants : pH, débit, D.B.O.5, D.C.O., M.E.S. et bactério., sur un échantillon moyen journalier. Les résultats sont transmis au service chargé de la police de l'eau et à l'Agence de l'eau.

La station doit être équipée d'un canal de mesure de débit pouvant être muni d'un déversoir.

Le dispositif de rejet doit comporter un regard de prélèvement facilement accessible. Les mesures visées ci-dessus sont effectuées au point de rejet.

5.2. Maintenance et entretien

Le pétitionnaire assurera à ses frais l'entretien régulier du système d'assainissement concerné par le présent arrêté.

Les obligations visées au présent article pourront être assurées par toute structure mandatée par le pétitionnaire.

Dans le cadre de travaux d'entretien ou d'amélioration, le traitement complet des effluents par la station d'épuration pourra être interrompu dans les conditions suivantes :

- La demande sera faite, au moins un mois avant le début de la période d'arrêt, au service chargé de la police de l'eau ;
- Une estimation des flux journaliers de pollution rejetés ainsi qu'une note sur les mesures prises pour en réduire l'impact sur le milieu récepteur sera jointe ;
- L'impact du rejet sur la qualité du milieu et sa compatibilité avec les divers usages de l'eau en fonction du débit réel devra être déterminé.
- L'arrêt du traitement des eaux usées sera interdit lors des périodes d'étiage (juin à septembre inclus).

5.3. Evénements exceptionnels et incidents

En cas de dysfonctionnement du système d'assainissement, le pétitionnaire devra évaluer la pollution rejetée dans le milieu ainsi que son impact. Cette évaluation portera au minimum sur le débit, la DBO₅, les MES, l'azote ammoniacal et l'oxygène dissous. Cette évaluation sera envoyée au service chargé de la police de l'eau et à l'Agence de l'Eau.

Conformément au décret N° 93-742 du 29 mars 1993 (art. 36), tout incident ou accident intéressant cette autorisation doit être déclaré au Préfet et au Maire intéressé, au service chargé de la police de l'eau sur le secteur concerné, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle, aux exploitants des prises d'eau destinées à la consommation humaine situées en aval du rejet. Le permissionnaire devra prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause du danger, évaluer les conséquences de l'incident ou de l'accident et y remédier.

ARTICLE 6 : PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX PERIODES DE CRUES

Toutes les installations sensibles et/ou polluantes devront être protégées en cas de crue.

Tout stockage de boues, même temporaire, s'effectuera hors d'eau.

ARTICLE 7 : CONTROLE DES INSTALLATIONS, DES EFFLUENTS ET DES EAUX RECEPTRICES

Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir sur la police de l'eau.

Les agents des services chargés de la police de l'eau, doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

Par ailleurs, il pourra être procédé, une ou plusieurs fois par an, par le Service chargé de la police des eaux, à des dates choisies par ce service et de façon inopinée, à des prélèvements dans l'effluent et dans les eaux réceptrices et à leur analyse. Le permissionnaire supportera les frais de ces analyses et prélèvements. A cette occasion un double des échantillons sera remis à l'exploitant.

A titre indicatif, le nombre de contrôles à la charge du permissionnaire ne devrait pas excéder trois par an, sauf dans le cas où les conditions techniques imposées dans le présent arrêté ne seraient pas respectées.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DES OUVRAGES

Conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993, toute modification apportée par le pétitionnaire aux ouvrages et à leurs modes d'utilisation et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de la demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet (service chargé de la police de l'eau) avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 9 : CHANGEMENT DE PETITIONNAIRE

Lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de demande d'autorisation, le nouveau bénéficiaire doit faire la déclaration au Préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'installation.

ARTICLE 10 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans indemnité.

Conformément au code de l'environnement susvisé, l'autorisation peut être retirée ou modifiée, sans indemnité de la part de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police, dans les cas suivants :

- dans l'intérêt de la salubrité publique
- pour prévenir ou faire cesser les inondations
- en cas de menace pour la Sécurité Publique
- en cas de menace majeure pour le milieu aquatique
- lorsque les ouvrages ou installations sont abandonnés ou ne font plus l'objet d'un entretien régulier.

Concernant les nuisances sonores et olfactives, en cas de plaintes des riverains, une étude pourra être demandée au pétitionnaire après mise en service des installations. Les mesures correctives envisagées pour limiter les nuisances seront à compléter.

Le permissionnaire est responsable :

1) des accidents et dommages causés aux tiers et des avaries qui peuvent survenir aux ouvrages publics du fait du déversement d'eaux usées par ses installations ou des travaux qu'il effectue.

2) des conséquences de l'occupation en cas de cession non autorisée des installations.

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou le changement de l'affectation indiquée dans la demande d'autorisation de l'installation, doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du Préfet, dans le mois qui suit la cessation définitive, ou le début de la période de cessation temporaire ou le changement d'affectation. Il est donné acte de cette déclaration.

ARTICLE 11 : VALIDITE DE L'AUTORISATION

Elle sera périmée au bout d'un an à partir de la date de notification du présent arrêté, s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

ARTICLE 12 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

ARTICLE 13 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du code de l'environnement).

ARTICLE 14 : EXECUTION DE L'ARRETE

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

M. le Sous-Préfet de Briey,

M. Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

Mme la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,

M. Le Directeur Départemental de l'Equipement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Maire de PREUTIN-HIGNY, pétitionnaire et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de PREUTIN-HIGNY.

Une copie du présent arrêté sera transmise pour information à M. le Chef de la brigade départementale des gardes-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche.

NANCY, le 14 mars 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT RESEAU FERRE DE FRANCE A MODIFIER DES CARACTERISTIQUES DE CERTAINS OUVRAGES ET TRAVAUX MENTIONNES DANS L'ARRETE DU 15 AVRIL 2005 LIES A LA CREATION D'UNE ROUTE SUR LE TERRITOIRE DE VANDIERES ENTRE LA RD 952 AU SUD DU VILLAGE ET LE PONT SUR LE CANAL LATERAL A LA MOSELLE DIT PONT DE « CHECOHEE » DANS LE CADRE DE LA SUPPRESSION DU PASSAGE A NIVEAU « PN 17 » RUE DU STADE A VANDIERES

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'environnement et notamment les articles L 214-1 à L 214-6 et L 432-3 ;

VU la loi n° 92-3 sur l'eau du 03 janvier 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 modifiés portant application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU l'arrêté préfectoral du 15 avril 2005 autorisant Réseau Ferré de France à réaliser les installations, ouvrages, travaux et activités liés à la création d'une route sur le territoire de la commune de VANDIERES, entre la route départementale RD 952 au sud du village et le pont sur le canal latéral à la Moselle dit pont de « Chécohée », liée à la suppression du passage à niveau « PN 17 » rue du stade à Vandières,

VU la demande du 23 novembre 2005 déposée par Réseau Ferré de France à l'effet de modifier l'autorisation donnée le 15 avril 2005 au titre du code de l'environnement ;

Considérant que les modifications apportées sont notables par rapport au dossier initial, mais ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou des inconvénients pour les éléments cités à l'article 2 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 ;

VU le rapport de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 1^{er} février 2006 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène de MEURTHE-et-MOSELLE au cours de sa séance du 16 février 2006 ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - OBJET

Les articles 3 et 4 de l'arrêté du 15 avril 2005 sont annulés et remplacés par les articles suivants :

« ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DES OUVRAGES ET TRAVAUX

Les installations, ouvrages, travaux et activités seront exécutés conformément au projet soumis à enquête publique et modifié selon le plan fourni lors de la demande du 23 novembre 2005.

Concernant le projet routier, les installations, ouvrages, travaux et activités consistent en :

- l'aménagement d'une nouvelle route raccordée à la route départementale RD 952, franchissant la voie ferrée par un pont-route, longeant la voie ferrée côté est puis rejoignant le pont du canal latéral. Une estacade de 75 mètres de longueur environ, côté nord, portée par 4 piles et 2 culées permettra entre autre le franchissement du ruisseau du TREY ;
- la suppression du passage à niveau PN 17 rue du stade à Vandières ;
- la mise en place d'un réseau d'assainissement enherbé étanche comprenant sept dispositifs de traitement de la pollution chronique des eaux pluviales (déboureur-déshuileur) et d'interception de la pollution accidentelle (interception et confinement).

Concernant les aménagements hydrauliques, les installations, ouvrages, travaux et activités consistent en :

- le prolongement sur une longueur de 12 m environ des buses existantes de diamètres 1000 mm et 500 mm sous la voie ferrée au sud de l'emprise de l'usine « Placoplâtre » ;
- le remplacement de l'ouvrage du TREY, sous la rue du Port, par un dalot en béton (ouverture : 3,50 m ; hauteur : 2 m ; longueur : 13 m environ) ;
- la mise en place d'une buse de ressuyage (diamètre 1000 mm ; longueur : 18 m environ) côté est du pont route ;
- la mise en place de deux buses (longueur : 12 m environ ; diamètre 1200 mm) en amont de la rue du Port et la création de 2 fossés rejoignant le TREY en aval. La position des buses est indiquée sur le plan modificatif fourni à l'appui de la demande en date du 23 novembre 2005 ;
- la création d'un bassin de compensation de 850 m³ dont la position est indiquée sur le plan modificatif fourni à l'appui de la demande en date du 23 novembre 2005 ;
- la suppression de la passerelle permettant d'accéder à l'entreprise « Placoplâtre » et de la passerelle située en amont de la rue du Port.

Concernant les installations, ouvrages, travaux et activités à caractère temporaire (réalisés et en place uniquement pendant la phase travaux) nécessaires à la de réalisation des ouvrages, ils consistent en :

- la réalisation d'aires de chantier toujours situées en dehors du lit mineur du TREY ; les aires de stockage de carburant et d'entretien des engins seront étanches et les produits de ruissellement seront récupérés et évacués en centre de traitement spécialisé ;
- la pose de batardeaux aux fins de dérivation temporaire du ruisseau du TREY qui sera rétabli dans son cours initial après travaux, permettant la réalisation de la culée C5 de l'estacade.

ARTICLE 4 - MESURES COMPENSATOIRES

Concernant la construction de la future station d'épuration communale :

Afin de ne pas compromettre l'accès au site de la future station d'épuration communale qui doit être implantée au sud du remblai du pont route, le pont route dit « Champs Salmon » aura une portée allongée par rapport au projet initial décrit dans l'arrêté du 15 avril 2005. Cette portée décrite dans le plan modificatif fourni à l'appui de la demande en date du 23 novembre 2005 permettra une ouverture supplémentaire de 3,5 mètres.

Concernant les compensations des volumes soustraits au champ d'expansion des crues de la Moselle :

Le volume soustrait au champ d'expansion des crues de la Moselle par la mise en œuvre des remblais en zone inondable devra faire l'objet d'une compensation. Le volume, la localisation et le calendrier de réalisation de ces mesures seront soumis à l'avis préalable du service police de l'eau. La réalisation devra intervenir au plus tard au moment de la réalisation des remblais de la nouvelle voie.

Concernant la pérennité de l'ouvrage hydraulique OH 18

Afin d'éviter tous désordres après achèvement des travaux, le pétitionnaire mettra en place un ouvrage neuf en lieu et place de l'ouvrage hydraulique dit « OH 18 » qui permet l'évacuation des eaux pluviales de la rue du Port. »

Les autres articles de l'arrêté du 15 avril 2005 ne sont pas modifiés et restent applicables.

ARTICLE 2 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

ARTICLE 3 - PUBLICATION ET EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

Monsieur le Maire de la commune de VANDIERES,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de

Monsieur le Directeur du Service inter-départemental de la Navigation du Nord-Est,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie de VANDIERES.

Une copie du présent arrêté sera adressée pour information à :

Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement,

Monsieur le chef de la brigade départementale des gardes-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche.

Monsieur le Directeur régional de l'Environnement de Lorraine.

NANCY, le 14 mars 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

DEUXIEME BUREAU

ARRETE PORTANT CLASSEMENT D'UN RESTAURANT DANS LA CATEGORIE « RESTAURANT DE TOURISME »

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 27 septembre 1999 fixant les conditions de classement des restaurants dans la catégorie « Restaurant de tourisme » ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 novembre 1999 relatif aux panonceaux des hôtels et restaurants de tourisme ;

Vu la demande présentée le 9 novembre 2005 par M. Jean-Luc MENGIN, exploitant du restaurant « Les Pissenlits », situé 27 rue des Ponts - 54000 NANCY ;

Considérant que les conditions prévues par l'arrêté interministériel du 27 septembre 1999 susvisé sont remplies ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**ARTICLE 1er :**

Est classé dans la catégorie « Restaurant de tourisme » le restaurant à l'enseigne « Les Pissenlits », situé 27 rue des Ponts 54000 NANCY.

Exploitant : M. Jean-Luc MENGIN

Numéro de SIRET : 30360977000035

ARTICLE 2 :

Ce classement est valable trois ans. A l'issue de ce délai, il pourra être renouvelé sur présentation d'une nouvelle déclaration de l'exploitant.

ARTICLE 3 :

En cas de changement des conditions de classement, l'exploitant est tenu d'en informer le préfet, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 4 :

En cas de changement d'exploitant, une nouvelle déclaration de classement devra être déposée.

ARTICLE 5 :

Dans le cadre du contrôle de la conformité de l'établissement par le préfet, l'exploitant admet la visite des agents des administrations de l'Etat habilités.

ARTICLE 6 :

L'exploitant est tenu d'apposer le panneau correspondant au classement accordé, en conformité avec le modèle réglementaire annexé à l'arrêté ministériel du 8 novembre 1999 susvisé.

ARTICLE 7 :

M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jean-Luc MENGIN, exploitant du restaurant, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle (délégation régionale au tourisme)

-M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

-M. le président de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle

NANCY, le 23 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARRETES AUTORISANT L'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 20 décembre 2005 par la s.a.r.l FRODIS, sise 3 rue du Saule Gaillard 54390 FROUARD;

Vu le récépissé en date du 27 janvier 2006 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La s.a.r.l FRODIS, sise 3 rue du Saule Gaillard 54390 FROUARD, est autorisée à installer, dans les locaux de son magasin « La Foir'Fouille », situé à la même adresse, un système de vidéosurveillance comportant onze caméras intérieures fixes et une caméra intérieure mobile, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0002

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Michaël SCHAL, gérant du magasin.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Michaël SCHAL, gérant du magasin

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

-M. le maire de FROUARD.

NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 5 décembre 2005 par la société BATIGERE Nancy, sise 12 rue des Carmes 54064 NANCY ;
Vu le récépissé en date du 27 janvier 2006 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La société BATIGERE Nancy, sise 12 rue des Carmes 54064 NANCY, est autorisée à installer, sur le site de son agence commerciale implantée dans les locaux du bâtiment « Héliodore », Mouzimpré 54270 ESSEY-Lès-NANCY, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0003

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable de l'agence
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Michel CIESLA, directeur régional de BATIGERE Nancy
 - M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique
 - M. le maire d'ESSEY-Lès-NANCY
- NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 19 décembre 2005 par la société DILODIS, sise 1 rue du Général de Gaulle 54380 DIEULOUARD ;
Vu le récépissé en date du 27 janvier 2006 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La société DILODIS, sise 1 rue du Général de Gaulle 54380 DIEULOUARD, est autorisée à installer, sur le site du supermarché CHAMPION, situé à la même adresse, un système de vidéosurveillance comportant huit caméras intérieures fixes et deux caméras intérieures mobiles, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0004

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le directeur du supermarché.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Patrice CALVO, directeur du supermarché
- M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
- M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

-M. le maire de DIEULOUARD
NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 20 décembre 2005 par l'OPAC « Meurthe-et-Moselle Habitat », sis 12 rue de Serre 54010 NANCY ;
Vu le récépissé en date du 27 janvier 2006 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - L'OPAC « Meurthe-et-Moselle Habitat », sis 12 rue de Serre 54010 NANCY, est autorisé à installer, dans le hall d'entrée de l'immeuble situé 11 rue de la Seille 54320 MAXEVILLE, un système de vidéosurveillance comportant six caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0005

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable d'agence.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le directeur général de l'OPAC « Meurthe-et-Moselle Habitat »
-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
-M. le directeur départemental de la sécurité publique
-M. le maire de MAXEVILLE
NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 20 décembre 2005 par l'OPAC « Meurthe-et-Moselle Habitat », sis 12 rue de Serre 54010 NANCY ;
Vu le récépissé en date du 27 janvier 2006 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - L'OPAC « Meurthe-et-Moselle Habitat », sis 12 rue de Serre 54010 NANCY, est autorisé à installer, dans le hall d'entrée de l'immeuble situé 1 place des Flandres 54500 VANDOEUVRE-Lès-NANCY, un système de vidéosurveillance comportant six caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0006

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable d'agence.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le directeur général de l'OPAC « Meurthe-et-Moselle Habitat »

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-Mme la maire de VANDOEUVRE-Lès-NANCY

NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 20 décembre 2005 par l'OPAC « Meurthe-et-Moselle Habitat », sis 12 rue de Serre 54010 NANCY ;

Vu le récépissé en date du 27 janvier 2006 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - L'OPAC « Meurthe-et-Moselle Habitat », sis 12 rue de Serre 54010 NANCY, est autorisé à installer, dans le hall d'entrée de l'immeuble situé 2 allée de Haarlem 54500 VANDOEUVRE-Lès-NANCY, un système de vidéosurveillance comportant six caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0007

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable d'agence.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le directeur général de l'OPAC « Meurthe-et-Moselle Habitat »

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-Mme la maire de VANDOEUVRE-Lès-NANCY

NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 20 décembre 2005 par l'OPAC « Meurthe-et-Moselle Habitat », sis 12 rue de Serre 54010 NANCY ;

Vu le récépissé en date du 27 janvier 2006 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - L'OPAC « Meurthe-et-Moselle Habitat », sis 12 rue de Serre 54010 NANCY, est autorisé à installer, dans le hall d'entrée de l'immeuble situé 3 allée de Leiden 54500 VANDOEUVRE-Lès-NANCY, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0008

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable d'agence.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le directeur général de l'OPAC « Meurthe-et-Moselle Habitat »

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-Mme la maire de VANDOEUVRE-Lès-NANCY

NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 20 décembre 2005 par l'OPAC « Meurthe-et-Moselle Habitat », sis 12 rue de Serre 54010 NANCY ;

Vu le récépissé en date du 27 janvier 2006 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - L'OPAC « Meurthe-et-Moselle Habitat », sis 12 rue de Serre 54010 NANCY, est autorisé à installer, dans le hall d'entrée de l'immeuble situé 1 allée de Leiden 54500 VANDOEUVRE-Lès-NANCY, un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0009

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable d'agence.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le directeur général de l'OPAC « Meurthe-et-Moselle Habitat »

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-Mme la maire de VANDOEUVRE-Lès-NANCY

NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 20 décembre 2005 par l'OPAC « Meurthe-et-Moselle Habitat », sis 12 rue de Serre 54010 NANCY ;

Vu le récépissé en date du 27 janvier 2006 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - L'OPAC « Meurthe-et-Moselle Habitat », sis 12 rue de Serre 54010 NANCY, est autorisé à installer, dans le hall d'entrée de l'immeuble situé 2 allée de Leiden 54500 VANDOEUVRE-Lès-NANCY, un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0010

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable d'agence.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le directeur général de l'OPAC « Meurthe-et-Moselle Habitat »

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-Mme la maire de VANDOEUVRE-Lès-NANCY

NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 20 décembre 2005 par l'OPAC « Meurthe-et-Moselle Habitat », sis 12 rue de Serre 54010 NANCY ;

Vu le récépissé en date du 27 janvier 2006 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - L'OPAC « Meurthe-et-Moselle Habitat », sis 12 rue de Serre 54010 NANCY, est autorisé à installer, dans le hall d'entrée de l'immeuble situé 25 rue Camille Desmoulins 54510 TOMBLAINE, un système de vidéosurveillance comportant six caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0011

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable d'agence.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le directeur général de l'OPAC « Meurthe-et-Moselle Habitat »

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de TOMBLAINE

NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 20 décembre 2005 par l'OPAC « Meurthe-et-Moselle Habitat », sis 12 rue de Serre 54010 NANCY ;
Vu le récépissé en date du 27 janvier 2006 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - L'OPAC « Meurthe-et-Moselle Habitat », sis 12 rue de Serre 54010 NANCY, est autorisé à installer, dans le hall d'entrée de l'immeuble situé 19 rue Camille Desmoulins 54510 TOMBLAINE, un système de vidéosurveillance comportant six caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0012

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable d'agence.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. le directeur général de l'OPAC « Meurthe-et-Moselle Habitat »
 - M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique
 - M. le maire de TOMBLAINE
- NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 20 décembre 2005 par l'OPAC « Meurthe-et-Moselle Habitat », sis 12 rue de Serre 54010 NANCY ;
Vu le récépissé en date du 27 janvier 2006 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - L'OPAC « Meurthe-et-Moselle Habitat », sis 12 rue de Serre 54010 NANCY, est autorisé à installer, dans le hall d'entrée de l'immeuble situé 1 rue Edouard Lalo 54140 JARVILLE-La-MALGRANGE, un système de vidéosurveillance comportant six caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0013

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable d'agence.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. le directeur général de l'OPAC « Meurthe-et-Moselle Habitat »
 - M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique
 - M. le maire de JARVILLE-La-MALGRANGE
- NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 19 novembre 2005 par M. Daniel STEINBACH, gérant de l'hôtel « Acacia », situé 2 rue Ecosseuse 54300 MONCEL-Lès-LUNEVILLE ;
Vu le récépissé en date du 27 janvier 2006 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - M. Daniel STEINBACH, gérant de l'hôtel « Acacia », situé 2 rue Ecosseuse 54300 MONCEL-Lès-LUNEVILLE, est autorisé à installer, sur le site de son établissement, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe et deux caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0014

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Daniel STEINBACH, gérant de l'hôtel
-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
-M. le directeur départemental de la sécurité publique
-M. le maire de MONCEL-Lès-LUNEVILLE
-M. le sous-préfet de LUNEVILLE
NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 23 novembre 2005 par Mme Françoise TABARA, gérante du débit de tabac « Havanés », situé Centre Commercial « Les Arcades » 54460 LIVERDUN ;
Vu le récépissé en date du 27 janvier 2006 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - Mme Françoise TABARA, gérante du débit de tabac « Havanés », situé Centre Commercial « Les Arcades » 54460 LIVERDUN, est autorisée à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0015

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Françoise TABARA, gérante de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-Mme Françoise TABARA, gérante de l'établissement
-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
-M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
-M. le maire de LIVERDUN
-M. le sous-préfet de TOUL
NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 3 décembre 2005 par la société SIJALDIS, sise rue du Parterre 54480 CIREY-sur-VEZOUZE ;
Vu le récépissé en date du 27 janvier 2006 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - La société SIJALDIS, sise rue du Parterre 54480 CIREY-sur-VEZOUZE, est autorisée à installer, sur le site du supermarché « SHOPI », situé à la même adresse, un système de vidéosurveillance comportant huit caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0016

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le gérant du supermarché.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Alain SIMON, gérant du supermarché
-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
-M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
-M. le maire de CIREY-sur-VEZOUZE
-M. le sous-préfet de LUNEVILLE
NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 16 novembre 2005 par M. Joseph MOMMATI, gérant du débit de tabac « Havanitos », situé 56 avenue de la Libération 54190 VILLERUPT;
Vu le récépissé en date du 27 janvier 2006 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - M. Joseph MOMMATI, gérant du débit de tabac « Havanitos », situé 56 avenue de la Libération 54190 VILLERUPT, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0017

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Joseph MOMMATI, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Joseph MOMMATI, gérant de l'établissement

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-Mme le maire de VILLERUPT

-M. le sous-préfet de BRIEY

NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 16 décembre 2005 par M. Indalecio DOMINGUEZ, gérant du magasin de primeurs « Les Halles du Port », situé 81 avenue Victor Hugo 54200 TOUL ;

Vu le récépissé en date du 27 janvier 2006 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - M. Indalecio DOMINGUEZ, gérant du magasin de primeurs « Les Halles du Port », situé 81 avenue Victor Hugo 54200 TOUL, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0018

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Indalecio DOMINGUEZ, gérant du magasin.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Indalecio DOMINGUEZ, gérant du magasin

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-Mme le maire de TOUL

-M. le sous-préfet de TOUL

NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 6 décembre 2005 par M. Régis PRINTZ, exploitant du débit de tabac situé 3 rue de Verdun 54660 MOUTIERS;

Vu le récépissé en date du 27 janvier 2006 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - M. Régis PRINTZ, exploitant du débit de tabac situé 3 rue de Verdun 54660 MOUTIERS, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0019

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Régis PRINTZ, exploitant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Régis PRINTZ, exploitant de l'établissement

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-Mme le maire de MOUTIERS

-M. le sous-préfet de BRIEY

NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 26 novembre 2005 par M. Claude LECOMTE, président-directeur général de la société « Transports MICHEL », sise 450 rue du Champ Moyen 54710 FLEVILLE-devant-NANCY ;

Vu le récépissé en date du 27 janvier 2006 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - M. Claude LECOMTE, président-directeur général de la société « Transports MICHEL », sise 450 rue du Champ Moyen 54710 FLEVILLE-devant-NANCY, est autorisé à installer, sur le site de son entreprise, un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras intérieures fixes, deux caméras extérieures mobiles et sept caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0020

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Claude LECOMTE, président-directeur général de la société.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Claude LECOMTE, président-directeur général de la société

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de FLEVILLE-devant-NANCY

NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée par M. Hervé LEJEUNE, exploitant de la boulangerie-pâtisserie LEJEUNE, située 23 rue Mercy 54400 LONGWY ;

Vu le récépissé en date du 27 janvier 2006 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - M. Hervé LEJEUNE, exploitant de la boulangerie - pâtisserie située 23 rue Mercy 54400 LONGWY, est autorisé à installer, dans les locaux de son commerce, un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0021

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Hervé LEJEUNE, exploitant de la boulangerie - pâtisserie.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Hervé LEJEUNE, exploitant de la boulangerie - pâtisserie

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de LONGWY

-M. le sous-préfet de BRIEV

NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 10 janvier 2006 par M. José DIGNEY, président-directeur général de l'agence ISSELE, sise 142 Grande Rue 54180 HEILLECOURT ;

Vu le récépissé en date du 27 janvier 2006 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - M. José DIGNEY, président-directeur général de l'agence ISSELE, située 142 Grande Rue 54180 HEILLECOURT, est autorisé à installer, sur le site de son établissement, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0022

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. José DIGNEY, président-directeur général de l'agence.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. José DIGNEY, président-directeur général de l'agence ISSELE

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de HEILLECOURT

NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 18 janvier 2006 par la société BATIGERE Nancy, sise 12 rue des Carmes 54064 NANCY ;
Vu le récépissé en date du 27 janvier 2006 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La société BATIGERE Nancy, sise 12 rue des Carmes 54064 NANCY, est autorisée à installer, dans le hall d'entrée du bâtiment « Les Aiglons », situé 3 et 5 rue de Gembloux 54500 VANDOEUVRE-Lès-NANCY, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0023

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable de l'agence

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Michel CIESLA, directeur régional de BATIGERE Nancy
 - M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique
 - Mme la maire de VANDOEUVRE-Lès-NANCY
- NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 18 janvier 2006 par la société BATIGERE Nancy, sise 12 rue des Carmes 54064 NANCY ;
Vu le récépissé en date du 27 janvier 2006 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La société BATIGERE Nancy, sise 12 rue des Carmes 54064 NANCY, est autorisée à installer, dans le hall d'entrée du bâtiment « Les Bisets », situé 1 et 3 rue de Hollande 54500 VANDOEUVRE-Lès-NANCY, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0024

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable de l'agence

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Michel CIESLA, directeur régional de BATIGERE Nancy
- M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
- M. le directeur départemental de la sécurité publique

-Mme la maire de VANDOEUVE-Lès-NANCY
NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 23 janvier 2006 par M. André PAgELoT, exploitant du débit de tabac situé 40 ter avenue Foch 54270 ESSEY-Lès-NANCY;
Vu le récépissé en date du 27 janvier 2006 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - M. André PAgELoT, exploitant du débit de tabac situé 40 ter avenue Foch 54270 ESSEY-Lès-NANCY, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0025

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. André PAgELoT, exploitant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. André PAgELoT, exploitant de l'établissement

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire d'ESSEY-Lès-NANCY

NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 25 janvier 2006 par la direction des supermarchés MATCH, sise 250 rue du Général de Gaulle 59561 LA MADELEINE;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - La direction des supermarchés MATCH, sise 250 rue du Général de Gaulle 59561 LA MADELEINE, est autorisée à installer, sur le site du supermarché situé 3 rue de la Moselle 54520 LAXOU, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0026

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La direction des supermarchés MATCH, sise 250 rue du Général de Gaulle 59561 LA MADELEINE, est chargée du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Jacques HENNEAU, directeur technique des supermarchés MATCH
- M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
- M. le directeur départemental de la sécurité publique
- M. le maire de LAXOU

NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 25 janvier 2006 par la direction des supermarchés MATCH, sise 250 rue du Général de Gaulle 59561 LA MADELEINE;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - La direction des supermarchés MATCH, sise 250 rue du Général de Gaulle 59561 LA MADELEINE, est autorisée à installer, sur le site du supermarché situé 1 avenue de la Paix 54400 LONGWY, un système de vidéosurveillance comportant une caméra extérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0027

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La direction des supermarchés MATCH, sise 250 rue du Général de Gaulle 59561 LA MADELEINE, est chargée du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Jacques HENNEAU, directeur technique des supermarchés MATCH
- M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
- M. le directeur départemental de la sécurité publique
- M. le maire de LONGWY
- M. le sous-préfet de BRIEY

NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 25 janvier 2006 par la direction des supermarchés MATCH, sise 250 rue du Général de Gaulle 59561 LA MADELEINE;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - La direction des supermarchés MATCH, sise 250 rue du Général de Gaulle 59561 LA MADELEINE, est autorisée à installer, sur le site du supermarché situé 71 rue Charles Courtois 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT, un système de vidéosurveillance comportant une caméra extérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0028

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La direction des supermarchés MATCH, sise 250 rue du Général de Gaulle 59561 LA MADELEINE, est chargée du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Jacques HENNEAU, directeur technique des supermarchés MATCH

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

-M. le maire de SAINT-NICOLAS-DE-PORT

NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 25 janvier 2006 par la direction des supermarchés MATCH, sise 250 rue du Général de Gaulle 59561 LA MADELEINE;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - La direction des supermarchés MATCH, sise 250 rue du Général de Gaulle 59561 LA MADELEINE, est autorisée à installer, sur le site du supermarché situé 1 rue Victor Prouvé 54110 DOMBASLE-sur-MEURTHE, un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures mobiles, trois caméras intérieures fixes, une caméra extérieure mobile et trois caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0029

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La direction des supermarchés MATCH, sise 250 rue du Général de Gaulle 59561 LA MADELEINE, est chargée du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Jacques HENNEAU, directeur technique des supermarchés MATCH

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de DOMBASLE-sur-MEURTHE

NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 25 janvier 2006 par la direction des supermarchés MATCH, sise 250 rue du Général de Gaulle 59561 LA MADELEINE;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - La direction des supermarchés MATCH, sise 250 rue du Général de Gaulle 59561 LA MADELEINE, est autorisée à installer, sur le site du supermarché situé route de Frouard 54250 CHAMPIGNEULLES, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0030

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La direction des supermarchés MATCH, sise 250 rue du Général de Gaulle 59561 LA MADELEINE, est chargée du droit d'accès aux images. La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Jacques HENNEAU, directeur technique des supermarchés MATCH

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

-M. le maire de CHAMPIGNEULLES

NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 25 janvier 2006 par la direction des supermarchés MATCH, sise 250 rue du Général de Gaulle 59561 LA MADELEINE;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - La direction des supermarchés MATCH, sise 250 rue du Général de Gaulle 59561 LA MADELEINE, est autorisée à installer, sur le site du supermarché situé 104 avenue Carnot 54130 SAINT-MAX, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0031

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La direction des supermarchés MATCH, sise 250 rue du Général de Gaulle 59561 LA MADELEINE, est chargée du droit d'accès aux images. La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Jacques HENNEAU, directeur technique des supermarchés MATCH

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de SAINT-MAX

NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 25 janvier 2006 par la direction des supermarchés MATCH, sise 250 rue du Général de Gaulle 59561 LA MADELEINE;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La direction des supermarchés MATCH, sise 250 rue du Général de Gaulle 59561 LA MADELEINE, est autorisée à installer, sur le site du supermarché situé Clos de Médreville, rue de Laxou 54000 NANCY, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0032

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La direction des supermarchés MATCH, sise 250 rue du Général de Gaulle 59561 LA MADELEINE, est chargée du droit d'accès aux images. La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Jacques HENNEAU, directeur technique des supermarchés MATCH

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de NANCY

NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 25 janvier 2006 par la direction des supermarchés MATCH, sise 250 rue du Général de Gaulle 59561 LA MADELEINE;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 février 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La direction des supermarchés MATCH, sise 250 rue du Général de Gaulle 59561 LA MADELEINE, est autorisée à installer, sur le site du supermarché situé 48 rue de Verdun 54800 JARNY, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0033

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La direction des supermarchés MATCH, sise 250 rue du Général de Gaulle 59561 LA MADELEINE, est chargée du droit d'accès aux images. La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Jacques HENNEAU, directeur technique des supermarchés MATCH

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de JARNY

-M. le sous-préfet de BRIEY

NANCY, le 24 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARRETE RENOUELANT L'AGREMENT DE L'ETABLISSEMENT DE FORMATION
A L'EXAMEN DU CERTIFICAT DE CAPACITE PROFESSIONNELLE DES CONDUCTEURS DE TAXIS

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la route ;

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu le décret n° 86-427 du 13 mars 1986 portant création de la commission des taxis et voitures de petite remise;

Vu la loi n° 95-66 du 20 janvier 1995 relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi et notamment son article 1er;

Vu le décret n° 95-935 du 17 août 1995 portant application de la loi n° 95-66 du 20 janvier 1995 et notamment son article 1er;

Vu l'arrêté du 7 décembre 1995 relatif à l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi;

Vu l'arrêté du 7 décembre 1995 relatif aux conditions d'agrément des établissements et des écoles de formation assurant la préparation du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi;

Vu la circulaire ministérielle du 27 décembre 1995;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 mars 2003 agréant, pour une durée de trois ans, le centre national de formation des taxis (C.N.F.T.);

Vu la demande présentée le 11 janvier 2006 par Mme JOUAILLEC-CANASSUS, directrice du centre national de formation des taxis (C.N.F.T.), agissant au nom de M. ESTIVAL, président du dit centre, en vue du renouvellement de l'autorisation d'exploiter une école de formation au certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi;

Vu l'avis du 9 février 2006 de la commission départementale des taxis et voitures de petite remise;

Vu les documents annexés à la demande;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'agrément de l'établissement de formation à l'examen du certificat de capacité professionnelle des conducteurs de taxis désigné ci-après est renouvelé :

N° AGREMENT	DENOMINATION de L'ETABLISSEMENT	ETAT-CIVIL de L'EXPLOITANT	ADRESSE de L'ETABLISSEMENT
2-54-96	Antenne du département de Meurthe-et-Moselle du C.N.F.T.	M. Alain ESTIVAL, président du Centre National de Formation des Taxis	Chambre de métiers rue de la Vologne 54520 LAXOU

Article 2 : Ce renouvellement est accordé pour une durée de trois ans. Le renouvellement ultérieur devra être demandé trois mois avant la date d'échéance.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 4 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

notifié à Mme JOUAILLEC-CANASSUS, directrice du centre national de formation des taxis, représentant M. Alain ESTIVAL, président dudit centre, 46 rue Armand Carrel 75019 - PARIS, pour l'antenne de Meurthe-et-Moselle sise à la chambre de métiers et de l'artisanat, 4 rue de la Vologne LAXOU publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à :

- Mme la présidente de la chambre de métiers et de l'artisanat

- M. le directeur départemental de la sécurité publique

- M. le directeur départemental de l'équipement.

NANCY, le 28 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 153

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 153 du 5 mai 2004 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne JBO SECURITE, située à VANDOEUVRE LES NANCY, 74 rue Emile Zola;

Vu le rapport de police du 30 janvier 2006 constatant la cessation d'activité de cet établissement;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - L'arrêté n° 153 du 5 mai 2004 portant autorisation d'exploiter l'entreprise susvisée est abrogé;

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à monsieur Alain OLLANDO.

NANCY, le 28 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

AUTORISATION PREFECTORALE N° 3/54

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité, notamment les articles 22 et 23 ;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité modifiée;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu le décret n° 2002-616 du 26 avril 2002 pris en application des articles L335-6 du code de l'éducation et L900-1 du code du travail, relatif au répertoire national des certifications professionnelles;

Vu le décret n° 2002-617 du 26 avril 2002 relatif à la commission nationale des certifications professionnelles;

Vu la demande présentée par monsieur Gilles GORCE, en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement d'une agence de recherches privées, qu'il exploite à NANCY, 215 avenue de Boufflers à NANCY, sous la dénomination "AGENCE ACTUEL-DETECTIVE GORCE";

Vu les documents annexés à sa demande justifiant de l'exercice de l'activité depuis le 21 septembre 1988;

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - Monsieur Gilles GORCE, agence ACTUEL-DETECTIVE GORCE est agréé pour exercer des activités de recherches privées à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 3 - Monsieur le secrétaire général, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur Gilles GORCE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 2 mars 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef du Bureau des Réglementations,
Jean-Pierre DEVIDET

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

AVENANT A LA DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DU 15 DECEMBRE 2003 ET 01 OCTOBRE 2005
DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX CONCERNANT LORSEP

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE
LE DIRECTEUR DE L'UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

Vu les articles L162-43 à L162-46 du code de la sécurité sociale

Vu l'article L6321-1 du code de la santé publique

Vu le décret n°2002-1298 du 25 octobre 2002 relatif au financement des réseaux

Vu le décret n°2002-1463 du 17 décembre 2002 relatif aux critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation des réseaux de santé

Vu la circulaire MIN/DHOS/DSS/CNAMTS n°610 du 19 décembre 2002 et ses annexes relative aux réseaux de santé

Vu la circulaire inter-régimes n° 175/2002 du 30 décembre 2002

Arrêté du 9 mai 2005 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2005

Vu la décision conjointe de financement DRDR notifiée par les Directeurs de l'ARH et de l'URCAM de Champagne Ardennes le 24 janvier 2006

Décident conjointement que le budget supplémentaire du réseau LORSEP, pour les patients résidant dans le département de Haute Marne dont l'engagement financier est accordé par la région Champagne Ardennes, soit inclus dans la décision de la région Lorraine région majoritaire.

Nom Prénom du promoteur

Docteur Marc DEBOUVERIE

Neurologue

Service de neurologie - Hôpital central - 54035 Nancy cedex

Article 1 : Présentation du réseau financé

Numéro d'identification

960410058

Thème

« PRISE EN CHARGE GLOBALE DE PATIENTS ATTEINTS DE SCLEROSE EN PLAQUE, AU PLUS PRES DE LEUR LIEU DE VIE, EN LIEN AVEC TOUS LES PROFESSIONNELS DE SANTE »

Article 2 modifié : Décision de financement

- Montant accordé pour les patients de la région lorraine

382 575 € du 15/12/2003 au 14/12/2006

- Montant accordé pour les patients du département de la Haute Marne

28 615 € du 01/01/2006 au 14/12/2006

Le montant de la DRDR 28 615 € payé pour le compte de la région Champagne Ardennes sera intégré en 2007 dans la Dotation Régionale de Développement des Réseaux de la région lorraine.

Article 3 modifié : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR

Intégration du budget supplémentaire des patients résidant en Champagne Ardennes

	DRDR 2003	DRDR 2004	DRDR 2005	DRDR 2006	DRDR 2006
	Patients résidant en région lorraine				Patients de Haute Marne
EQUIPEMENT	7.130				1 840
SYSTEME D'INFORMATION					
FONCTIONNEMENT					
CHARGE DE PERSONNELS SALARIES (à détailler)					
Infirmière coordonnatrice		35.050	35.050	35.050	3 750
Psychologue clinicienne		18.460	18.460	18.460	3 165
Coordonnatrice sociale		31.240	31.240	31.240	3 120
Pharmacien coordonnateur			28 000	28 000	7 540
AUTRES FRAIS DE FONCTIONNEMENT			18 500	21.000	3 600
FORMATION (coût pédagogique)		6.000	6.000	6.000	5 600
EVALUATION					
ETUDE ET RECHERCHE					
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX HORS SOINS NEUROLOGUES LIBERAUX VALIDATION MEDICALE POUR INCLUSION DES PATIENTS (majoration 2,70 € pour 50 patients par an et 19 neurologues)		2 565	2 565	2 565	
TOTAL	7.130	93.315	139 815	142 315	28 615
				170 930	

Article 4 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy; désignée « caisse pivot » est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

Article 5 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région d'une part, et de la Préfecture du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 27 février 2006

Le Directeur de l'ARH de Lorraine,
Jacques SANS

Le Directeur de l'URCAM de Lorraine,
Patrick MARX

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**DELIBERATION N°106/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'AVENANT AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DU CENTRE ALEXIS VAUTRIN****LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 et L. 6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et le Centre Alexis Vautrin le 27 novembre 2000 ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec le Centre Alexis Vautrin relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N°107/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'AVENANT AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DE LA POLYCLINIQUE MAJORELLE A NANCY****LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 et L. 6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/E1/F2/2005/481 du 24 octobre 2005 relative aux conditions d'attribution de subventions dans le cadre du lancement de la nouvelle version de la procédure de certification des établissements de santé ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et la Polyclinique Majorelle à Nancy ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens ou engagement contractuel conclu avec la Polyclinique Majorelle à Nancy relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation et du lancement de la nouvelle version de la procédure de certification des établissements de santé ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N°108/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'AVENANT AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY****LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 et L. 6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/E1/F2/2005/481 du 24 octobre 2005 relative aux conditions d'attribution de subventions dans le cadre du lancement de la nouvelle version de la procédure de certification des établissements de santé ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et le Centre Psychothérapique de Nancy le 4 décembre 2002 ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec le Centre Psychothérapique de Nancy relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation et du lancement de la nouvelle version de la procédure de certification des établissements de santé ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N°109/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'AVENANT AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy le 11 décembre 2001 ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N°110/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'AVENANT AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DE LA MATERNITE REGIONALE DE NANCY

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et la Maternité Régionale de Nancy le 23 janvier 2004 ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec la Maternité Régionale de Nancy relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N°111/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. DE LA POLYCLINIQUE GENTILLY A NANCY

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et la Polyclinique Gentilly à Nancy ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec la Polyclinique Gentilly à Nancy relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N°112/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'AVENANT AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT NICOLAS DE PORT

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;
VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;
VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;
VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et le Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port le 4 décembre 2001 ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec le Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N°113/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'AVENANT AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et le centre Hospitalier de Toul le 22 janvier 2003 ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec le Centre Hospitalier de Toul relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N°114/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'ENGAGEMENT CONTRACTUEL AVEC LE SYNDICAT INTER HOSPITALIER DE L'APPAREIL LOCOMOTEUR DE NANCY

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'engagement contractuel conclu avec le Syndicat Inter Hospitalier de l'Appareil Locomoteur de Nancy relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit engagement.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N°115/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'ENGAGEMENT CONTRACTUEL AVEC LE CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'engagement contractuel conclu avec le Centre Hospitalier de Briey relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit engagement.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N°116/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. DE LA POLYCLINIQUE LOUIS PASTEUR A ESSEY-LES-NANCY**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et la Polyclinique Louis Pasteur à Essey-lès-Nancy ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec la Polyclinique Louis Pasteur à Essey-lès-Nancy relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N°117/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'AVENANT AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et le Centre Hospitalier de Lunéville ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec le Centre Hospitalier de Lunéville relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N°118/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. DE LA CLINIQUE JEANNE D'ARC A LUNEVILLE**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et la Clinique Jeanne d'Arc à Lunéville ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec la Clinique Jeanne d'Arc à Lunéville relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N°119/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'AVENANT N°1 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2004-2007 DU CENTRE HOSPITALIER DE COMMERCY**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;
VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;
VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;
VU le contrat d'objectifs et de moyens signé le 28 janvier 2005 entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et le Centre Hospitalier de COMMERCY ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant n°1 au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec le Centre Hospitalier de COMMERCY relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe et Moselle et du département de la Meuse.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N°120/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'ENGAGEMENT CONTRACTUEL DU CENTRE HOSPITALIER DE BAR LE DUC**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'engagement contractuel conclu avec le Centre Hospitalier de BAR LE DUC relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit engagement contractuel.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe et Moselle et du département de la Meuse.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N°121/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'ENGAGEMENT CONTRACTUEL DE L'HOPITAL DES ARMEES LEGUEST A METZ**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'engagement contractuel conclu avec l'Hôpital des Armées Legouest à METZ relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N°122/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. DU CENTRE HOSPITALIER DE JURY-LES-METZ**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et le Centre Hospitalier de JURY-LES-METZ ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec le Centre Hospitalier de JURY-LES-METZ relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N°123/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. DE L'HOPITAL SAINTE-BLANDINE A METZ**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et l'Hôpital Sainte-Blandine de METZ ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec l'Hôpital Sainte-Blandine de METZ relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N°124/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'ENGAGEMENT CONTRACTUEL D'HOSPITALOR FORBACH**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'engagement contractuel conclu avec HOSPITALOR FORBACH relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N°125/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'ENGAGEMENT CONTRACTUEL DU CENTRE HOSPITALIER DU PARC A SARREGUEMINES**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'engagement contractuel conclu avec Centre Hospitalier du Parc à SARREGUEMINES relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N°126/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'ENGAGEMENT CONTRACTUEL DU CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE SARREGUEMINES**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'engagement contractuel conclu avec le Centre Hospitalier Spécialisé de SARREGUEMINES relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N°127/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'ENGAGEMENT CONTRACTUEL D'HOSPITALOR SAINT-AVOLD**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'engagement contractuel conclu avec HOSPITALOR SAINT-AVOLD relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N°128/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. DE L'HOPITAL SAINT-ANDRE DE METZ**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et l'Hôpital Saint-André de METZ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec l'Hôpital Saint-André de METZ relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N°129/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. DE L'HOPITAL - CLINIQUE CLAUDE BERNARD A METZ**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et l'Hôpital - Clinique Claude Bernard à METZ ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant n° 6 au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec l'Hôpital - Clinique Claude Bernard à Metz relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Moselle .

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N°130/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'AVENANT AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS D'ALPHA SANTE D'HAYANGE**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 et L. 6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/E1/F2/2005/481 du 24 octobre 2005 relative aux conditions d'attribution de subventions dans le cadre du lancement de la nouvelle version de la procédure de certification des établissements de santé ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et Alpha Santé HAYANGE ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec Alpha Santé HAYANGE relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation et du lancement de la nouvelle version de la procédure de certification des établissements de santé ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N°131/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE METZ-THIONVILLE**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et le Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec le Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N°132/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'ENGAGEMENT CONTRACTUEL DE L'HOPITAL SAINT-JOSEPH DE BITCHE**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'engagement contractuel conclu avec l'Hôpital Saint-Joseph de BITCHE relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N°133/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. DU CENTRE HOSPITALIER LE SECQ DE CREPY DE BOULAY**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;
VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;
VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et le Centre Hospitalier Le Secq de Crépy de BOULAY ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec le Centre Hospitalier Le Secq de Crépy de BOULAY relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N°134/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. DE LA CLINIQUE SAINTE-MARGUERITE A NOVEANT SUR MOSELLE

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et la clinique Sainte Marguerite à NOVEANT SUR MOSELLE ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant n° 5 au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec la clinique Sainte Marguerite à Novéant sur Moselle relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Moselle .

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N°135/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. DE L'HOPITAL LOCAL DE CHATEL SUR MOSELLE A THAON LES VOSGES

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé le 09 avril 2003 entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et l'hôpital local de Châtel sur Moselle à THAON LES VOSGES ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec l'hôpital local de Châtel sur Moselle à Thaon Les Vosges relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département des Vosges.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N°136/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. DU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DIE

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et le Centre Hospitalier de Saint-Dié;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec le Centre Hospitalier de Saint-Dié relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.
La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département des Vosges.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N°137/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'ENGAGEMENT CONTRACTUEL DU CENTRE HOSPITALIER DE VITTEL**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'engagement contractuel conclu avec le Centre Hospitalier de Vittel relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département des Vosges.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N°138/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'ENGAGEMENT CONTRACTUEL DU CENTRE HOSPITALIER DE NEUFCHATEAU**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'engagement contractuel conclu avec le Centre Hospitalier de Neufchâteau relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département des Vosges.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N°139/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'ACCORD CONTRACTUEL AVEC L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU le Code de la Santé Publique et notamment son article L. 6115-3 du dernier alinéa ;

VU le Code de la Sécurité Sociale et notamment l'article L. 162-22-6 ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU l'arrêté du 31 décembre 2004 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;

VU la circulaire DHOS/F1/F3/2005/231 du 18 mai 2005 relative au financement de la mise en œuvre du recueil et traitement des données issues du programme de médicalisation des systèmes d'information pour l'activité d'hospitalisation à domicile des établissements de santé ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'accord contractuel conclu avec l'Association Hospitalière de Joeuf relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'installation du recueil et traitement des données PMSI pour l'activité d'hospitalisation à domicile ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N°140/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'AVENANT AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DU CENTRE JACQUES PARISOT DE BAINVILLE SUR MADON**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 et L. 6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU l'arrêté du 31 décembre 2004 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;

VU la circulaire DHOS/F1/F3/2005/231 du 18 mai 2005 relative au financement de la mise en œuvre du recueil et traitement des données issues du programme de médicalisation des systèmes d'information pour l'activité d'hospitalisation à domicile des établissements de santé ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et le Centre Jacques Parisot le 4 mai 2004 ;

DE C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec le Centre Jacques Parisot relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'installation du recueil et traitement des données PMSI pour l'activité d'hospitalisation à domicile ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N°141/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. AVEC L'HOPITAL SAINTE-BLANDINE A METZ

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU le Code de la Santé Publique et notamment son article L. 6115-3 du dernier alinéa ;

VU le Code de la Sécurité Sociale et notamment l'article L. 162-22-6 ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU l'arrêté du 31 décembre 2004 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;

VU la circulaire DHOS/F1/F3/2005/231 du 18 mai 2005 relative au financement de la mise en œuvre du recueil et traitement des données issues du programme de médicalisation des systèmes d'information pour l'activité d'hospitalisation à domicile des établissements de santé ;

DE C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant au C.O.M. conclu avec l'Hôpital Sainte-Blandine à METZ relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'installation du recueil et traitement des données PMSI pour l'activité d'hospitalisation à domicile ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N°142/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. AVEC LE CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE METZ-THONVILLE

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU le Code de la Santé Publique et notamment son article L. 6115-3 du dernier alinéa ;

VU le Code de la Sécurité Sociale et notamment l'article L. 162-22-6 ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU l'arrêté du 31 décembre 2004 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;

VU la circulaire DHOS/F1/F3/2005/231 du 18 mai 2005 relative au financement de la mise en œuvre du recueil et traitement des données issues du programme de médicalisation des systèmes d'information pour l'activité d'hospitalisation à domicile des établissements de santé ;

DE C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant au C.O.M. conclu avec le Centre Hospitalier Régional de METZ-THONVILLE relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'installation du recueil et traitement des données PMSI pour l'activité d'hospitalisation à domicile ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N°143/05 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE A L'ACCORD CONTRACTUEL AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC DEPARTEMENTAL DE SANTE DE GORZE

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU le Code de la Santé Publique et notamment son article L. 6115-3 du dernier alinéa ;

VU le Code de la Sécurité Sociale et notamment l'article L. 162-22-6 ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU l'arrêté du 31 décembre 2004 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;

VU la circulaire DHOS/F1/F3/2005/231 du 18 mai 2005 relative au financement de la mise en œuvre du recueil et traitement des données issues du programme de médicalisation des systèmes d'information pour l'activité d'hospitalisation à domicile des établissements de santé ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'accord contractuel conclu avec l'Etablissement Public Départemental de Santé de GORZE relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'installation du recueil et traitement des données PMSI pour l'activité d'hospitalisation à domicile ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N°144/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. AVEC LE CENTRE HOSPITALIER LE SECQ DE CREPY DE BOULAY

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU le Code de la Santé Publique et notamment son article L. 6115-3 du dernier alinéa ;

VU le Code de la Sécurité Sociale et notamment l'article L. 162-22-6 ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU l'arrêté du 31 décembre 2004 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;

VU la circulaire DHOS/F1/F3/2005/231 du 18 mai 2005 relative au financement de la mise en œuvre du recueil et traitement des données issues du programme de médicalisation des systèmes d'information pour l'activité d'hospitalisation à domicile des établissements de santé ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant au C.O.M. conclu avec le Centre Hospitalier Le Secq de Crépy de BOULAY relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'installation du recueil et traitement des données PMSI pour l'activité d'hospitalisation à domicile ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N°145/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'ACCORD CONTRACTUEL AVEC L'HOPITAL SAINT-JOSEPH DE BITCHE

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU le Code de la Santé Publique et notamment son article L. 6115-3 du dernier alinéa ;

VU le Code de la Sécurité Sociale et notamment l'article L. 162-22-6 ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU l'arrêté du 31 décembre 2004 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;

VU la circulaire DHOS/F1/F3/2005/231 du 18 mai 2005 relative au financement de la mise en œuvre du recueil et traitement des données issues du programme de médicalisation des systèmes d'information pour l'activité d'hospitalisation à domicile des établissements de santé ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'accord contractuel conclu avec l'Hôpital Saint-Joseph de BITCHE relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'installation du recueil et traitement des données PMSI pour l'activité d'hospitalisation à domicile ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N°146/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'ACCORD CONTRACTUEL AVEC LE CENTRE HOSPITALIER DE GERARDMER

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU le Code de la Santé Publique et notamment son article L. 6115-3 du dernier alinéa ;

VU le Code de la Sécurité Sociale et notamment l'article L. 162-22-6 ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU l'arrêté du 31 décembre 2004 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;

VU la circulaire DHOS/F1/F3/2005/231 du 18 mai 2005 relative au financement de la mise en œuvre du recueil et traitement des données issues du programme de médicalisation des systèmes d'information pour l'activité d'hospitalisation à domicile des établissements de santé ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'accord contractuel conclu avec le Centre Hospitalier de Gérardmer relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'installation du recueil et traitement des données PMSI pour l'activité d'hospitalisation à domicile ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.
La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département des Vosges.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N°147/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'ACCORD CONTRACTUEL AVEC L'HOSPITALISATION A DOMICILE DE L'AGGLOMERATION DE NANCY

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,
VU le Code de la Santé Publique et notamment son article L.6115-3 du dernier alinéa ;
VU le Code de la Sécurité Sociale et notamment l'article L.162-22-6 ;
VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;
VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;
VU l'arrêté du 31 décembre 2004 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
VU la circulaire DHOS/F1/F3/2005/231 du 18 mai 2005 relative au financement de la mise en œuvre du recueil et traitement des données issues du programme de médicalisation des systèmes d'information pour l'activité d'hospitalisation à domicile des établissements de santé ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'accord contractuel conclu avec l'Hospitalisation A Domicile de l'Agglomération de Nancy relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'installation du recueil et traitement des données PMSI pour l'activité d'hospitalisation à domicile ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N°148/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'AVENANT AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DU CENTRE ALEXIS VAUTRIN

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,
VU les articles L. 6114-1 et L. 6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;
VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;
VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;
VU la circulaire DHOS/E1/F2/2005/481 du 24 octobre 2005 relative aux conditions d'attribution de subventions dans le cadre du lancement de la nouvelle version de la procédure de certification des établissements de santé ;
VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et le Centre Alexis Vautrin le 27 novembre 2000 ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec le Centre Alexis Vautrin relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation et du lancement de la nouvelle version de la procédure de certification des établissements de santé ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N°149/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'AVENANT AU C.O.M. DE LA POLYCLINIQUE MAJORELLE A NANCY

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,
VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;
VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;
VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;
VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;
VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et la Polyclinique Majorelle à Nancy ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec la Polyclinique Majorelle à Nancy relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N°150/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'AVENANT AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et le Centre Psychothérapique de Nancy le 4 décembre 2002 ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec le Centre Psychothérapique de Nancy relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N°151/05 DU 20 DECEMBRE 2005
RELATIVE A L'AVENANT AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire DHOS/F2/F3/2004/363 du 27 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions pour l'expérimentation de la nouvelle procédure d'accréditation et de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy le 11 décembre 2001 ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés dans le cadre de l'expérimentation de l'évaluation des pratiques professionnelles ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N°15/06 DU 27 JANVIER 2006
RELATIVE AU TRANSFERT DE 15 LITS DE SSR DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY AU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20 fixant le régime des autorisations ;

VU le dossier reconnu complet au 23 août 2005 présenté par Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier Saint Charles à Toul en vue d'obtenir l'autorisation de création d'un service de soins de suite polyvalents de 25 lits ;

VU l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sanitaire le 17 novembre 2005 ;

VU la délibération n° 2006-1 du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy en date du 26 janvier 2006 relative à l'approbation du transfert de 15 lits de soins de suite et de réadaptation non installés vers le Centre Hospitalier de Toul ;

CONSIDERANT que rien ne s'oppose à la cession de 15 lits de SSR du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy ;

CONSIDERANT que le transfert des 15 lits de SSR au CH de Toul est justifié ;

D E C I D E

D'autoriser le **transfert de 15 lits de SSR** du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy au Centre Hospitalier de Toul.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N°16/06 DU 27 JANVIER 2006
RELATIVE AU TRANSFERT DE 6 LITS DE SSR DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX AU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20 fixant le régime des autorisations ;

VU le dossier reconnu complet au 23 août 2005 présenté par Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier Saint Charles à Toul en vue d'obtenir l'autorisation de création d'un service de soins de suite polyvalents de 25 lits ;

VU l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sanitaire le 17 novembre 2005 ;

VU la délibération n° 05-34 du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de Faulx en date du 21 décembre 2005 relative à la proposition de céder 6 lits au Centre Hospitalier de Toul ;

CONSIDERANT que rien ne s'oppose à la cession de 6 lits de SSR du Centre de Moyen Séjour de Faulx ;

CONSIDERANT que le transfert des 6 lits de SSR au CH de Toul est justifié ;

DECIDE

D'autoriser le **transfert de 6 lits de SSR** du Centre de Moyen Séjour de Faulx au Centre Hospitalier de Toul.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N°17/06 DU 27 JANVIER 2006 RELATIVE A LA TRANSFORMATION DE 2 LITS DE GYNÉCOLOGIE-OBSTÉTRIQUE ET DE 2 LITS DE MEDECINE EN 4 LITS DE SSR DU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20 fixant le régime des autorisations ;

VU le dossier reconnu complet au 23 août 2005 présenté par Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier Saint Charles à Toul en vue d'obtenir l'autorisation de création d'un service de soins de suite polyvalents de 25 lits ;

VU l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sanitaire le 17 novembre 2005 ;

VU la délibération n° 06-06 du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Toul en date du 24 janvier 2006 relative aux modalités de création de 25 lits de soins de suite ;

CONSIDERANT que l'établissement, qui prend en charge un large éventail de pathologies, et qui ne disposent d'aucun lit de SSR, doit faire face à des difficultés de placement de ses patients dans la filière d'aval ;

CONSIDERANT que le secteur sanitaire concerné est excédentaire en lits d'obstétrique ;

CONSIDERANT que rien ne s'oppose à la transformation de ces lits ;

DECIDE

D'autoriser la transformation de 2 lits de gynécologie-obstétrique et de 2 lits de médecine en 4 lits de SSR au Centre Hospitalier de Toul.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N°18/06 DU 27 JANVIER 2006 RELATIVE AU TRANSFERT DES 15 LITS D'U.S.L.D. DU CMS DE FAULX A LA MAISON DE RETRAITE

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 611-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de Faulx en date du 24 mai 2004 portant notamment sur le projet de fusion des structures Maison de Retraite et Unité de Soins de Longue Durée ;

VU le dossier transmis le 22 octobre 2004, dans le cadre de la signature de la convention tripartite, par le Centre de Moyen Séjour de Faulx, tendant à la transformation des 155 lits de maison de retraite et des 15 lits de l'unité de soins de longue durée en un unique établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes d'une capacité globale de 170 lits ;

VU la demande du 10 février 2005 du Centre de Moyen Séjour de Faulx sollicitant l'extension de sa capacité d'hébergement médico-social pour personnes âgées dépendantes pour 15 places supplémentaires et ainsi le retrait de ces 15 lits de l'Unité de Soins de Longue Durée ;

VU l'avis du CROS en date du 17 novembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral DDASS/AES/N° 2717 du 22 décembre 2005 autorisant l'extension de la capacité de 15 places d'hébergement pour personnes âgées dépendantes du Centre de Moyen Séjour de Faulx ;

DECIDE

D'approuver le transfert des 15 lits d'USLD du Centre de Moyen Séjour de Faulx à la Maison de Retraite à compter du 1^{er} janvier 2006 ;

D'autoriser le directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à prendre l'arrêté relatif la suppression des 15 lits d'USLD.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N°19/06 DU 27 JANVIER 2006

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 6132-1 à L 6132-8 ;

VU l'arrêté préfectoral 92-425 du 13 mai 1992 portant création du Syndicat Interhospitalier entre le Centre Hospitalier à BOULAY et le Centre Hospitalier Lemire à SAINT-AVOLD ;

VU l'arrêté préfectoral 96-238 du 21 mars 1996 portant adhésion du Centre Hospitalier Marie Madeleine de Forbach au Syndicat Interhospitalier de BOULAY / SAINT-AVOLD et changement de dénomination et d'adresse du siège ;

VU l'arrêté préfectoral 96-1203 du 11 décembre 1996 portant extension des compétences, à compter du 1^{er} janvier 1997, du Syndicat Interhospitalier des Hôpitaux Publics de Moselle-Est - UNISANTE ;

VU l'arrêté 57 D 64 du 16 janvier 2002 de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant sur l'extension des compétences du Syndicat Interhospitalier UNISANTE ;

VU les délibérations concordantes des conseils d'administration concernés :

- du Centre Hospitalier Lemire SAINT-AVOLD du 13 décembre 2005,
- du Centre Hospitalier Marie Madeleine FORBACH du 14 décembre 2005,
- du Centre Hospitalier Le Secq de Crépy BOULAY du 16 décembre 2005,
- du Syndicat Interhospitalier UNISANTE du 20 décembre 2005 ;

CONSIDERANT la nécessité d'harmoniser les prestations délivrées par l'IFSI de FORBACH et de mettre en place une comptabilité exhaustive.

DECIDE

- D'approuver la modification des compétences du Syndicat Interhospitalier UNISANTE.

Les compétences du SIH UNISANTE relèvent désormais des domaines suivants :

- . la blanchisserie du Centre Hospitalier de FORBACH,
 - . le laboratoire du Centre Hospitalier de FORBACH,
 - . le service informatique du Centre Hospitalier de FORBACH,
 - . la flotte automobile des Centres Hospitaliers de FORBACH, SAINT-AVOLD et BOULAY,
- De rattacher ainsi l'Institut de Formation en Soins Infirmiers au Centre Hospitalier Marie Madeleine de FORBACH.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine et du département de la Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du Code de la Santé Publique.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N°20/06 DU 27 JANVIER 2006

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 6132-1 à L 6132-8 ;

VU l'arrêté préfectoral n°85-512 du 25 février 1985 portant création du Syndicat Interhospitalier entre le Centre Hospitalier de BAR LE DUC et le Centre Hospitalier Spécialisé de FAINS-VEEL ;

VU les délibérations concordantes des conseils d'administration concernés :

- n°2005-41 et n°2005-43 du Centre Hospitalier Spécialisé de FAINS-VEEL du 21 octobre 2005,
- n°2005-65 et n°2005-67 du Centre Hospitalier de BAR LE DUC du 27 octobre 2005.

D E C I D E

- D'approuver la modification des compétences du Syndicat Interhospitalier pour les missions suivantes :

Activités administratives mutualisées :

- . services achats et finances
- . services informatique
- . service qualité, gestion des risques et vigilance
- . communication
- . paie
- . service social du personnel
- . gestion administrative et statutaire de la formation professionnelle continue
- . gestion de l'Institut de Formation de Soins Infirmiers

Activités logistiques :

- . lingerie
- . reprographie
- . restauration
- . magasins

Activités techniques :

- . maintenance des bâtiments

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine et du département de la Meuse.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/172 DU 22 DECEMBRE 2005 AUTORISANT LA SUPPRESSION DES LITS DE L'UNITE DE SOINS DE LONGUE DUREE AU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX - N° FINESS E.J. : B 54 001 4057

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L 312-1 à L 312-6, L 313-1 à L 313-13 et L 342-1 à L 342-6 ;

VU la délibération ARH autorisant le renouvellement d'autorisation de 15 lits de soins de longue durée ;

VU la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de Faulx en date du 24 mai 2004 portant notamment sur le projet de fusion des structures Maison de Retraite et Unité de Soins de Longue Durée ;

VU le dossier transmis le 22 octobre 2004, dans le cadre de la signature de la convention tripartite, par le Centre de Moyen Séjour de Faulx, tendant à la transformation des 155 lits de maison de retraite et des 15 lits de l'unité de soins de longue durée en un unique établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes d'une capacité globale de 170 lits ;

VU la demande du 10 février 2005 du Centre de Moyen Séjour de Faulx sollicitant l'extension de sa capacité d'hébergement médico-social pour personnes âgées dépendantes pour 15 places supplémentaires ;

VU l'avis du CROS en date du 17 novembre 2005 ;

Sur proposition de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle

A R R E T E

Article 1^{er} - L'autorisation d'exploiter 15 lits de soins de longue durée est supprimée au Centre de moyen Séjour de Faulx à compter du 1^{er} janvier 2006 ;

Article 2 - Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre de Moyen Séjour de Faulx sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,
Jacques SANS

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL

ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/353 RELATIF A LA MISE EN OEUVRE DU PLAN DE CHASSE QUALITATIF DES CERVIDES EN MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU les articles L 425-6 à L. 425-13 et R 225-1 à R 225-17 du Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 1989 modifié relatif à la mise en oeuvre du plan de chasse ;
 Vu l'arrêté préfectoral n° 2001/562 du 29 novembre 2001 relatif à la mise en œuvre du plan de chasse qualitatif des cervidés en Meurthe-et-Moselle ;
 VU la demande conjointe du Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle Nord, délégué départemental de l'Office National des Forêts, de la Vice-Présidente du Centre Régional de la propriété forestière, du Président de l'Association Départementale des Communes Forestière et du Président de la Fédération Départementale des Chasseurs en date du 5 Mars 2004 ;
 VU l'avis favorable du Conseil départemental de la chasse et de la faune sauvage en date du 28 juin 2005 ;
 VU l'avis favorable de la Commission Plan de Chasse Grand Gibier en date du 14 Septembre 2005 ;
 VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;
 Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture ;

AR R E T E

Article 1er - Tout animal tué en exécution du plan de chasse doit être muni, sur les lieux mêmes de sa capture et préalablement à tout transport, à la patte arrière, entre l'os et le tendon, du dispositif de marquage décrit par l'arrêté ministériel du 31 juillet 1989 modifié, conformément aux prescriptions ci-après.

Espèce Chevreuil

Article 2 - Les différentes catégories de chevreuils définies en Meurthe-et-Moselle et les dispositifs de marquage correspondants sont les suivants :

Bracelets marqués	utilisables pour marquer	ainsi que
CHI	les adultes (brocards et chevrettes)	les jeunes chevreuils de l'année sans distinction de sexe
CHIJ	les jeunes chevreuils de l'année sans distinction de sexe	

Article 3 - Tir d'été du brocard

Tout brocard tué en exécution d'un arrêté individuel de tir d'été doit obligatoirement faire l'objet d'une déclaration dans les huit jours, ou d'un état « Néant » à l'ouverture générale de la chasse dans le département, adressé à la Fédération départementale des chasseurs.

Celle-ci établit un récapitulatif adressé à la D.D.A.F., au Service départemental de garderie de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage et à l'Office national des Forêts.

Espèce Cerf élaphe

Article 4 - Les différentes catégories de cerfs définies en Meurthe-et-Moselle et les dispositifs de marquage correspondants sont les suivants :

Bracelets marqués	utilisables pour marquer	ainsi que
CEIJ	les jeunes cerfs de moins d'un an sans distinction de sexe	les jeunes cerfs de moins d'un an sans distinction de sexe
CEF	les biches	
CEM1	les cerfs mâles dont un merrain au moins se termine par une pointe	
CEM2	tous les cerfs mâles	

Article 5 - Contrôle de l'exécution du plan de chasse

Tous les cerfs (mâles et femelles) doivent obligatoirement être présentés dans les quarante huit heures par corps ou par tête non congelée à un garde national de la chasse et de la faune sauvage, à un agent assermenté de l'Office National des Forêts ou à un lieutenant de louveterie.

Ce dernier établit un constat de tir dont il remet un exemplaire au tireur et transmet les autres exemplaires sous huit jours à la Fédération départementale des chasseurs.

Pour les deux espèces : Tirs sanitaires**Article 6 - Tirs pouvant donner lieu à un remplacement de bracelet**

Seul le tir sanitaire des chevreuils et des cerfs (mâles et femelles) malades ou blessés dont la venaison est inconsommable peut donner lieu à un remplacement de bracelet.

Les dispositifs de marquage utilisés sont remplacés après présentation dans les quarante huit heures de l'animal entier, non congelé, à un garde national de la chasse et de la faune sauvage, à un agent assermenté de l'Office National des Forêts ou à un lieutenant de louveterie, qui établit un compte-rendu transmis à la Fédération départementale des chasseurs.

Le numéro des bracelets de remplacement est communiqué par la Fédération départementale des chasseurs à la D.D.A.F., au Service départemental de garderie de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage et à l'Office national des Forêts.

Autres espèces : - Néant -

Article 7 - L'arrêté préfectoral du 29 novembre 2001 est abrogé.

Article 8 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mme et MM. les Sous-Préfets, M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle Nord, délégué départemental de l'Office National des Forêts, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, M. le Colonel, commandant le Groupement de gendarmerie, les personnels chargés de la police de la chasse, Mesdames et Messieurs les Maires des Communes du Département, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture, affiché dans chaque commune et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de la Fédération départementale des chasseurs,
- Mme et MM. les membres du Conseil départemental de la chasse et de la faune sauvage.

NANCY, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Secrétaire Général,
 Marc BURG

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES**ARRETE N° DDSV54/SA/06/N°10 - MANDAT SANITAIRE SPECIALISE**

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur
 Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3 et les articles R221-4 à R221-10 et R221-12 à R221-20 ;

Vu la loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.69 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature à la directrice départementale des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;

Vu la demande présentée par l'intéressé ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DDSV/54/04/SA/36 du 14 juin 2004 portant attribution du mandat sanitaire spécialisé provisoire

Sur proposition de la directrice départementale des services vétérinaires,

AR R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire spécialisé prévu à l'article L221-11 du code rural est renouvelé à compter du 14 juin 2005 à :

Monsieur Andréas VOM SCHEIDT,
Docteur Vétérinaire
11 route de Brumath
67550 VENDENHEIM

Pour l'établissement suivant : MUSEUM AQUARIUM DE NANCY, 34 rue Sainte Catherine 54000 NANCY

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'ordre des vétérinaires.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies collectives des animaux concernant des élevages d'intérêt génétique particulier ainsi que des élevages d'espèces particulières déterminées par arrêté du Ministre chargé de l'Agriculture.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et la directrice départementale des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le mardi 24 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire,
La Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL NGUYEN

DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**DECISION D'AGREMENT "D'UNE ENTREPRISE SOLIDAIRE" AU SENS DE L'ARTICLE L 443-3-1 DU CODE DU TRAVAIL**

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la Loi 2001-152 du 19 février 2001 relative à l'épargne salariale ;

Vu la circulaire interministérielle du 22 novembre 2001 relative à l'épargne salariale ;

Vu le décret N° 2003-384 du 23 avril 2003 relatif à l'agrément des entreprises solidaires et modifiant le code du travail, publié au Journal Officiel du 25 avril 2003 donnant délégation de compétence aux Préfets de départements ;

Vu l'article L 443-3-1 du code du travail ;

Vu la demande présentée le 7 novembre 2005 par Madame Lydie LECLERE, Présidente de l'Association RENCONTRES MUSICALES EN LORRAINE - 17 bis Rue de Paris - 54000 NANCY

D E C I D E**Article 1^{er}** :

L'Association RENCONTRES MUSICALES EN LORRAINE - 17 bis Rue de Paris - 54000 NANCY

SIRET : 401 825 211 00030 - Code APE : 913 E

est agréé en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de **deux ans** à compter de sa date de notification.

Article 2 :

Le Secrétaire Général et la Directrice départementale du Travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés chacun pour ce qui les concerne de l'application de cet arrêté qui sera notifié à l'association et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Il fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale) et au Ministère de l'Economie, des finances et de l'industrie (direction du trésor).

NANCY, le 6 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE**ARRETES D'ATTRIBUTION DE LICENCES D'ENTREPRENEUR DU SPECTACLE - COMMISSION DU 16 JANVIER 2006****ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/94**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 6 octobre 2005,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

AR R E T E

Article 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 3^{ème} catégorie portant le numéro **54-0533** est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Mademoiselle Véronique SANS « POP EVENEMENT » 5, rue de Neuves Maisons, 54230 Chavigny.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 12 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/95

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code de Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 16 janvier 2006,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros **54-0534** et **54-0535** sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Frédéric ABSALON, « La Compagnie Zaraband » 34, Avenue du 20^e Corps, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 3 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/97

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code de Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 16 janvier 2006,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros **54-0538** et **54-0539** sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Pascale CRETEUR, « Les Brouillards de Bruges » 7, Grande rue, 54420 Saulxures-les-Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 3 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/98

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code de Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 16 janvier 2006,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro **54-0540** est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Nicolas DORWALD, « Musiques Actuelles Diffusion » 10, rue Octave Corzani, 54580 Auboué.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
METZ, le 3 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/99

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 16 janvier 2006,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros **54-0541 et 54-0542** sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Dominique HALLEZ, « CCN Ballet de Lorraine » 3, rue Henri Bazin, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 3 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/100

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 16 janvier 2006,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro **54-0543** est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Yannick HERPIN « ULTIM' ASONATA », 10, rue Guerrier de Dumast, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 3 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/101

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 16 janvier 2006,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros **54-0544 et 54-0545** sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Frédéric KUTTA, Association FLEX, 2, Place de la Mairie, 54670 Malleloy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 3 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/102

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 16 janvier 2006,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros **54-0546 et 54-0547** sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Julien MAGGIORI, Association « C'est quoi ce Cirque ? » « La Piscine », 34, Avenue du XXe Corps, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 3 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/103

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 16 janvier 2006,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0548 et 54-0549 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Adeline PERE, « ASCOLTA » 105, rue du Crosne, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 3 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/104

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 16 janvier 2006,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0550 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Jérôme TIJOU « LATITUDES 5.4 » 47, rue de la Commanderie, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 3 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/105

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 16 janvier 2006,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0370 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Marie-Noëlle BRUN, « Compagnie Vents d'Est » 54, rue du sergent Blandan, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 7 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/106

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 16 janvier 2006,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère} et 3^{ème} catégorie portant les numéros **54-0386 et 54-0387** sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Pascal DUHEM, « MJC Haut du Lièvre » 854, Avenue Raymond Pinchard, 54100 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 7 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/107

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 16 janvier 2006,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère} et 3^{ème} catégorie portant les numéros **54-0347 et 54-0348** sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Aziz MEKSEN, « Le Black Baron » 1, rue Mont Désert, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 7 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/108

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 16 janvier 2006,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant respectivement les numéros 54-0111, 54-0112 et 54-0397 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Benoît TAVENEAUX, « MJC Pichon » 7, Bd du recteur Senn, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 7 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/109

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 16 janvier 2006,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0381, 54-0382 et 54-0383 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Sébastien VERBRUGGHE, « La Compagnie des marchands de rêves » 16, rue Saint Léon, 54115 Férocourt.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 7 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ANPE

DECISION PORTANT CREATION DE LA COMMISSION REGIONALE D'APPEL D'OFFRES N°2006/01 DU 02 JANVIER 2006

LE DIRECTEUR REGIONAL DE L'ANPE DE LA REGION LORRAINE, M. JEAN PHILIPPE TURCOTTI,

VU les articles L.311-7 et L.311-8 et R.311.4.1 à R.311.4.22 du code du travail, et notamment l'article R.311.4.19 relatif aux marchés publics de l'ANPE,
VU le décret du 7 avril 2005 portant nomination du directeur général de l'Agence Nationale Pour l'Emploi,
VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics,
VU le décret n° 2005-1008 du 24 août 2005, modifiant l'article 30 du code des marchés publics,
VU les dispositions de l'article 8 de la loi n°95-127 du 8 février 1995,
VU la décision n°216/2004, portant désignation des personnes responsables des marchés à l'ANPE,

D E C I D E

ARTICLE 1

Il est créé à la Direction Régionale de l'Agence Nationale Pour l'Emploi de Lorraine une commission régionale d'appel d'offres :

Elle intervient pour les marchés passés selon

- la procédure d'appel d'offres ouvert,
- la procédure d'appel d'offres restreint,
- la procédure négociée avec mise en concurrence.
- la procédure adaptée de l'article 30 pour les marchés égaux ou supérieurs à 230 000 euros H.T

Elle est également chargée d'émettre un avis, quelle qu'ait été la procédure suivie (AOO, AOR ou procédure négociée avec mise en concurrence), sur tout projet d'avenant d'un marché relevant de sa compétence, portant majoration, comprise entre 5 et 15%, de son montant global, ou dont la majoration lui fait atteindre son seuil de compétence.

ARTICLE 2

La Commission Régionale exerce ses attributions au regard des marchés et avenants ressortissant de la compétence territoriale de la direction régionale.

ARTICLE 3

La Commission Régionale est composée des membres suivants :

Avec voix délibérative :

- le Directeur Régional ou l'Adjoint au Directeur, Président,
- le Juriste Interrégional ou, en cas d'empêchement, le chef du service régional de l'Équipement,
- le Responsable du Service en charge du marché,
- le Secrétaire de la commission.

En cas de partage égal des voix, le Président a voix prépondérante.

Avec voix consultative :

- le Directeur Départemental de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes ou son représentant,
- l'Agent comptable secondaire,
- toute personne invitée à siéger par le président de la Commission en raison de sa compétence eu égard à la matière objet de la consultation.

La Commission ne peut délibérer valablement si un quorum de trois membres ayant voix délibérative n'est pas atteint.

Si après une première convocation ce quorum n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée et se réunit valablement sans condition de quorum.

ARTICLE 4

Les convocations aux membres de la Commission sont adressées au moins cinq jours francs avant la date prévue pour la réunion.

ARTICLE 5

Le rôle de la Commission est le suivant :

Dans le cadre de l'appel d'offres ouvert, elle :

- donne un avis sur la recevabilité des candidatures,
- ouvre et enregistre les enveloppes relatives aux offres,
- donne un avis sur l'élimination des offres non conformes,
- donne un avis sur l'offre économiquement la plus avantageuse ou donne un avis sur la déclaration d'appel d'offres infructueux;

Dans le cadre de l'appel d'offres restreint, elle :

- donne un avis sur la liste des candidats autorisés à présenter une offre,
- ouvre et enregistre les enveloppes relatives aux offres,
- propose l'élimination des offres non conformes
- donne un avis sur l'offre économiquement la plus avantageuse ou propose de déclarer l'appel d'offres infructueux

Dans le cadre des procédures négociées avec mise en concurrence, elle :

- donne un avis sur l'attribution du marché

Dans le cadre des procédures adaptées de l'article 30, elle :

- donne un avis sur l'attribution du marché

Dans le cadre des avenants, elle :

- donne un avis sur les projets d'avenant susvisés

ARTICLE 6

Le département achats et marchés reçoit copie des procès-verbaux des séances d'examen des offres tenues au niveau régional.

ARTICLE 7

La présente décision prend effet pour les marchés pour lesquels une consultation a été engagée postérieurement à la date d'entrée en vigueur du décret n° 2005-1008 du 24 août 2005 susvisé. Elle annule et remplace la décision N° 2005/02 du 16 septembre 2005

ARTICLE 8

La présente décision sera publiée au recueil départemental des actes administratifs.

LAXOU, le 2 janvier 2006

Le Directeur Régional,
Jean-Philippe TURCOTTI

MODIFICATIF N° 2 DE LA DECISION N° 05/2006 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI,

VU Le Code du Travail, notamment son Article R.311.4.5,

VU Les Articles L.122.2 et L.322.4.1 et suivants du Code du Travail et les décrets pris pour leur application,

VU La Délibération n° 2001-357 du 28 septembre 2001 du Conseil d'Administration de l'Agence Nationale Pour l'Emploi et son arrêté d'approbation du 14 novembre 2001 pris pour l'application des dispositions de l'article R311.4.4.14°,

VU Le Décret en date du 7 avril 2005 nommant Monsieur Christian CHARPY en qualité de Directeur Général de l'Agence Nationale Pour l'Emploi,

VU Le Décret n° 2003-1370 du 31 décembre 2003 fixant les dispositions applicables aux agents contractuels de droit public de l'Agence Nationale Pour l'Emploi,

VU Les Décisions portant nomination des Directeurs des Agences Locales de la Lorraine,

D E C I D E**Article 1**

La décision n° 5/2006 du 2 janvier 2006 et son modificatif n°1, portant délégation de signature aux directeurs d'agence et aux agents dont les noms suivent, sont modifiés comme suit avec effet au 1^{er} mars 2006.

Ces modifications ne concernent que les agents dont les noms sont soulignés ou supprimés du tableau.

Article 2

La présente décision sera publiée au recueil départemental des actes administratifs des services de l'Etat des départements concernés.

DELEGATION REGIONALE DE LA LORRAINE

D.D.A.	DIRECTEUR D'AGENCE	DELEGATAIRE(S)	DELEGATAIRE(S) SUPPLEMENTAIRE(S)
MEURTHE-ET-MOSELLE SUD			
Lunéville	Agnès PETITJEAN	Eric GIRARD <i>IV A</i>	Catherine DANGIEN <i>IV A</i> Denis LEFEBVRE <i>IV A</i>
Nancy 1 St Thiébaud	Florent FIORINI	Chantal COUQUIAUD <i>IV A</i>	Sylvie MANSUY Agnès BERTIN <i>IV A</i>
Nancy 2 Stanislas	Alain BARIS	Laurence FLAMENT <i>IV A</i>	Sigrid BIGORNE Emmanuel SALVISBERG Martine BONTEMPS <i>IV A</i> Marie-France JANIN <i>III</i>
Pont-à-Mousson	Valérie FABING	Brigitte PERLOT <i>IV A</i>	Martine BERNARD <i>II</i>
Toul	Laurence MARECHAL (<i>par intérim</i>)		
Vandœuvre Les Nancy	Franco FEDERICI	Marie-Thérèse BONTEMPS <i>IV A</i>	Pierre ADMANT Valérie NEYEN Christine FABING <i>IV A</i>
Nancy 3 Gentilly	Marie-Françoise ROUQUIE	Alain DELADOMCHAMPS <i>IV A</i>	Eliane LEGRAS Sylvie OLIVIER Estelle DESMOULIN Emmanuel GRANDEMANGE <i>IV A</i>

NOISY-LE-GRAND, le 28 février 2006

Le Directeur Général,
Christian CHARPY

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

DELEGATION DE SIGNATURE

LE DIRECTEUR GENERAL DU CHU DE NANCY

VU l'Article D 6143-33 du Code de la Santé Publique,

VU l'Arrêté Ministériel en date du 1^{er} février 2004 le nommant Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY,**Article 1** : En matière de gestion du personnel, donne délégation à Monsieur VUILLEMIN Christian, Directeur Général Adjoint, pour la signature des mémoires en justice ainsi que pour les décisions administratives suivantes :

- fixation des tableaux d'avancement de grade et des listes d'aptitude,
- confirmation ou infirmation d'une notation dans le cadre de la procédure de révision de note,
- sanction disciplinaire,

concernant l'ensemble des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière.

Article 2 : En matière de gestion du personnel et de formation, en dehors des décisions administratives sus énoncées et celles visées aux articles 4 et 5, donne délégation à Monsieur STARK Gérard, Directeur des Ressources Humaines, Mademoiselle BOULANGER Anne-Lucie, Directeur Adjoint et à Madame RUTHMANN Rachel, Directeur Adjoint à la Direction des Ressources Humaines pour signer au nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives :

- aux courriers, attestations, actes et décisions, à caractère général ou individuel, en matière de gestion des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière ainsi que des agents sous contrat emploi solidarité, contrat emploi jeune, contrat d'apprentissage, contrat d'accompagnement à l'emploi ou contrat avenir.

Article 3 : En l'absence de Monsieur STARK Gérard, de Mademoiselle BOULANGER Anne-Lucie et de Madame RUTHMANN Rachel, la délégation visée à l'article 2 est donnée à Monsieur VUILLEMIN Christian.**Article 4** : En matière de notation administrative (fixation de la notation chiffrée sur la feuille de notation individuelle) donne délégation :

a) Pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux Directeurs suivants :

- Monsieur BOULANGÉ Philippe
- Madame BOUVIER Véronique
- Monsieur CARRAYROU Marius
- Monsieur CŒUR Jean Jacques
- Monsieur COLOMBEL Patrick
- Monsieur DOSSMANN Marcel
- Monsieur DUCROZ Sylvain
- Monsieur GUEPRATTE Charles
- Mademoiselle HANNION Murielle
- Madame RUTHMANN Rachel
- Monsieur KIEFFER Daniel
- Mademoiselle BOULANGER Anne-Lucie
- Monsieur MASSARD Stéphane

- Mademoiselle RISTERUCCI Sylvie
- Monsieur STARK Gérard.
- Madame VIDREQUIN Isabelle
- Monsieur VIRION Jean Marc
- Monsieur WERNERT Philippe
- Monsieur TAFFUT Pascal
- Monsieur GROB Sylvain
- Monsieur REMY Patrick

b) Pour les infirmiers, les infirmiers anesthésistes, les infirmiers de bloc opératoire, les puéricultrices, les aides soignants et les agents des services hospitalier qui leur sont rattachés, aux Directeurs des Soins suivants :

- Madame GOND Eliane
- Mademoiselle MERSY Anne
- Mademoiselle PIERSON Véronique
- Monsieur THOMAS Gérard.
- Monsieur POLEGATO Gérard
- Monsieur VIAUX Alain

Dans le cadre de la délégation donnée en b), les Directeurs cités en a) conservent un droit d'évocation et de réformation de la notation pour les personnels qui leur sont rattachés.

Dans le cadre des délégations données en a) et b) donne délégation à Monsieur STARK Gérard pour modifier toute notation chiffrée définitive qui ne serait pas conforme à la note de cadrage annuelle du Centre Hospitalier Universitaire.

Article 5 : En matière de gestion de proximité du personnel, donne délégation de signature aux bénéficiaires visés à l'article 4 a) pour tous les agents qui leur sont rattachés, pour les décisions administratives relevant de la gestion de proximité du personnel : tableaux de service, autorisations d'absence, congés annuels, assignations individuelles en cas de mise en œuvre du service minimum.

Délégation est également donnée, en matière d'établissement des tableaux de service, autorisation d'absence et congés annuels aux Directeurs des Soins et aux Cadres administratifs, soignants, médico-techniques et techniques en ce qui concerne les personnels placés sous leur autorité. Un droit d'évocation et de réformation des décisions est par ailleurs accordé aux différents échelons de la hiérarchie.

Article 6 : Donne délégation à Madame Claudie BOUYSSSET, Madame Janick COMPAIN, Madame Michèle LLORCA, Madame Carole MARECHAL, Monsieur Jean Louis BELCOURT, Monsieur Gérald UMLOR, Attachés d'Administration Hospitalière, Madame Jeanine LHOMMÉE, Adjoint des Cadres Hospitaliers et à Monsieur Patrick ALBERT, Adjoint des Cadres Hospitaliers, pour signature des contrats à durée déterminée, des attestations et des courriers adressés à titre d'information ou dans le cadre d'instruction des dossiers en ce qui concerne les personnels et les matières relevant de leur compétence.

Donne délégation secondaire à Madame Michèle LLORCA et Madame Carole MARECHAL, pour la signature des contrats d'engagement entre le C.H.U. de Nancy et les prestataires de service intervenant dans le cadre de missions de remplacement de personnel.

Article 7 :

En matière de délégation d'engagement et de liquidation de dépenses, donne délégation principale à Monsieur STARK Gérard, pour l'ensemble des comptes relevant des dépenses du personnel relevant de la Fonction Publique Hospitalière, sous Contrat Emploi Solidarité (C.E.S.), sous Contrat Emploi Jeune (C.E.J.), sous Contrat d'Adaptation à l'Emploi, sous Contrat Avenir et sous contrat d'apprentissage.

Une délégation secondaire est également donnée à Mademoiselle BOULANGER Anne-Lucie, Directeur Adjoint et Madame RUTHMANN Rachel, Directeur Adjoint ainsi qu'en l'absence de ces dernières à Monsieur VUILLEMIN Christian, Directeur Général Adjoint.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de la délégation. Elle est également communiquée au Comptable du C.H.U.

Article 8 : La délégation octroyée est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par le Directeur des Finances,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 9 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 10 : Cette délégation prendra effet à sa date de publication et se substituera aux précédentes délégations.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 6 février 2006

Le Directeur Général,
Benôit PERICARD

AVIS DE CONCOURS

AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR TITRES DE MAÎTRE OUVRIER A LA MATERNITE REGIONALE DE NANCY

En application du décret 91.45 du 14 janvier 1991 modifié par le décret 2006-224 du 24 février 2006, un concours **interne** sur titres de maître ouvrier aura lieu à la Maternité Régionale de Nancy en vue de pourvoir un poste de maître ouvrier à partir du 1 juin 2006 dans la spécialité suivante :

services généraux – sécurité

Peuvent faire acte de candidature à ce concours les ouvriers professionnels qualifiés titulaires d'un certificat d'aptitude professionnelle ou d'un brevet d'études professionnelles ou d'un diplôme au moins équivalent et comptant au moins deux ans de services effectifs.

Les demandes de participation à ce concours doivent être adressées par lettre recommandée avec accusé de réception le cachet de la poste faisant foi ou déposées au secrétariat de la Direction des Ressources Humaines **au plus tard le 15 mai 2006**.

Les demandes devront comporter un curriculum vitae, une attestation d'activité de l'employeur, la copie d'un des diplômes sus-cités.

Elles seront adressées à :

MATERNITE REGIONALE de NANCY
Direction des Ressources Humaines – concours maître ouvrier
10, rue du Docteur Heydenreich
BP 4213
54 042 NANCY cédex

NANCY, le 6 mars 2006

Le Directeur,
Bruno CARRIERE

**AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR EPREUVES POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONTREMAITRE
AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY LAXOU**

En application du décret n°91-45 du 14 janvier 1991 modifié, le C.P.N. de LAXOU organise à partir du 2 mai 2006 un concours interne sur épreuves de contremaître en vue de pourvoir :

1 poste - spécialité électricité

Conditions d'inscription :

Peuvent faire acte de candidature :

- Les Maîtres Ouvriers
- Les Ouvriers Professionnels Qualifiés ayant atteint le 5^{ème} échelon de leur grade

Composition et nature des épreuves :

A - épreuves écrites d'admissibilité :

- Composition sur un ou plusieurs sujets de législation hospitalière (durée 1 heure - coef 1)
- Questionnaire portant sur les connaissances professionnelles (durée 2 heures - coef 2)

B - épreuve d'admission :

- Epreuve orale permettant d'apprécier les connaissances et les aptitudes à l'encadrement suivie d'un entretien avec le jury (durée 15 mn - coef 2)

Réception et clôture des inscriptions :

Les demandes d'inscription à ces concours doivent être adressées à :

**Madame le Directeur des Ressources Humaines
Centre Psychothérapique de Nancy
BP 1010
54521 LAXOU CEDEX
avant le 20 avril 2006
le cachet de la poste faisant foi**

LAXOU, le 8 mars 2006

Le Directeur Adjoint chargé des Ressources Humaines,
I. CAILLIER

**DECISION D'OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT
DE DEUX PREPARATEURS EN PHARMACIE AU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN**

LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN,

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret 89.613 du 1^{er} septembre 1989 modifié portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la Fonction Publique Hospitalière,

Vu l'arrêté du 14 juin 2002 fixant la composition du jury et les modalités du concours sur titres permettant l'accès au corps de préparateur en pharmacie hospitalière,

Vu la vacance de trois postes de préparateur en pharmacie diffusée le 17 août 2005 dont un pourvu par un candidat à la mutation,

D E C I D E

Article 1 :

Un concours sur titres est ouvert à partir du 2 mai 2006 au Centre Hospitalier de Verdun pour pourvoir DEUX postes vacants de préparateur en pharmacie hospitalière.

Article 2 :

Peuvent être candidats les personnes titulaires du diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière, âgés de 45 ans au plus au 1^{er} janvier 2006, de nationalité française ou ressortissants de la C.E.E. ; cette limite d'âge est reculée conformément aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

Article 3 :

Les candidatures devront parvenir **au plus tard le 14 avril 2006** au Directeur du Centre Hospitalier de Verdun, accompagnées des pièces suivantes :

- Un justificatif de nationalité,
- Un extrait de casier judiciaire ayant moins de 3 mois de date,
- Les diplômes et certificats en leur possession,
- Le cas échéant, un état signalétique et des services militaires,
- Un certificat médical délivré par un médecin agréé (liste sur demande disponible à la Direction des Ressources Humaines),
- Pour les candidats bénéficiaires de dispositions législatives et réglementaires permettant un recul de la limite d'âge, les pièces justificatives,
- Un C.V. établi par le candidat sur papier libre, indiquant le ou les titres détenus, les diverses fonctions occupées et les périodes d'emploi. Il y sera joint, le cas échéant, les attestations des employeurs successifs, tant dans le secteur public que dans le secteur privé.

Article 4 :

Une décision ultérieure fixera la composition du jury, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 14 juin 2002 susvisé.

VERDUN, le 13 mars 2006

Le Directeur,
C. WINGERT

**AVIS DE CONCOURS SUR TITRES INTERNE POUR LE RECRUTEMENT D'UN INFIRMIER CADRE DE SANTE POUR MAISONS DE RETRAITE
A L'HOPITAL LOCAL DE POMPEY/LAY-SAINT-CHRISTOPHE**

Référence : Décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001

Un concours sur titres interne est organisé à partir du 1^{er} septembre 2006 à l'Hôpital Local de POMPEY/LAY-SAINT-CHRISTOPHE en vue de pourvoir :

1 poste d'infirmier cadre de santé pour maisons de retraite

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux candidats :

- titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par le décret du 30 novembre 1988
- comptant au 1^{er} janvier de l'année du concours, au moins cinq ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps régis par le décret précité

II - MODALITES ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Les demandes d'admission à concourir doivent être accompagnées des pièces suivantes :

- lettre de motivation
- copies certifiées conformes, par les candidats, des diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le diplôme de cadre de santé
- curriculum vitae établi par le candidat sur papier libre

Les dossiers ainsi constitués peuvent être déposés contre la remise d'une attestation de dépôt ou peuvent être adressés sous pli recommandé à l'adresse suivante :

HLI de POMPEY/LAY-SAINT-CHRISTOPHE
3 rue de l'Avant-Garde
54340 POMPEY

Un délai de 2 mois est imparti pour s'inscrire au concours à compter de la dernière date de publication de cet avis aux recueils des actes administratifs des préfectures de région.

POMPEY, le 20 mars 2006

La Directrice,
M.N. QUENTON

PREFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

SERVICE DE LA STATISTIQUE AGRICOLE - SERVICE DES NOUVELLES DES MARCHES

ARRETE PREFECTORAL RELATIF A LA COMPOSITION DE LA COMMISSION REGIONALE DE COTATION DES VEAUX DE BOUCHERIE DES REGIONS NORD/NORD OUEST

LE PREFET DE LA REGION DE HAUTE-NORMANDIE
PREFET DE LA SEINE-MARITIME

Vu le règlement n° 2273/2002 du 19 décembre 2002 fixant les modalités d'application du règlement n° 1254/1999 du Conseil en ce qui concerne le relevé des prix de certains bovins constatés sur les marchés représentatifs de la Communauté ;

Vu l'arrêté du 9 février 2005, relatif au siège, composition, missions et règles de fonctionnement des commissions de cotation des veaux de boucherie ;

Vu la circulaire DPEI/ SDEPA/C2005-4035 du 23 mai 2005 relatif au fonctionnement des commissions de cotation des veaux de boucherie et nommant le Préfet de région et de département coordonnateur de cette commission pour la région Nord / Nord Ouest;

Vu les propositions des organisations professionnelles représentatives des vendeurs et des acheteurs de veaux de boucherie ;

Vu les propositions du directeur régional de l'agriculture et de la forêt ;

Sur proposition de M. le Secrétaire général de la Préfecture de SEINE MARITIME

A R R E T E

Article 1 :

La commission régionale de cotation de veaux de boucherie des régions Nord/Nord Ouest est composée comme ci-dessous :

En tant que Président

- Le Préfet ou son représentant ;

En tant que représentants de l'Etat

- le directeur régional de l'agriculture et de la forêt ou son représentant ;
- le chef du service régional de la statistique agricole ou son représentant ;
- le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ou son représentant ;
- le directeur de l'Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture (OFIVAL) ou son représentant ;
- le chef du service des nouvelles des marchés ou son représentant ;

En tant que représentants professionnels

Représentants des vendeurs :

Au titre de	Catégorie	Nom	Adresse
Société d'engraissement de veaux mettant des veaux vivants sur le marché	Titulaire	M. Michel CAILLET	BP 20 50890 CONDE SUR VIRE
	Titulaire	M. Marc CRIPON	12 route Ceaucé 61330 SEPT FORGES
	Titulaire	M. Marc BUTRUILLE	Espace des Berthilliers 71850 CHARNAY LES MACON
Eleveur indépendant - Organisation de producteurs	Titulaire	M. Franck GUYON	1 bis Grande Rue 80500 LE CARDONNOIS
	Titulaire	M. Christian CARDOT	Lieu dit Guinguette 02610 NOX DE L' AISNE

Représentants des acheteurs :

Au titre de	Catégorie	Nom	Adresse
Abatteurs privés et/ou coopératifs	Titulaire	M. FAVRESSE	Route de Gaillefontaine 60220 FORMERIE
	Titulaire	M. CHATELIER	BP 519 50205 COUTANCES CEDEX
	Titulaire	M. Jean-Marie QUENTIN	Route d'Aunay 14500 VIRE
	Titulaire	M. Thierry RICOEUR	13 av. de Grammont 76100 ROUEN
Grossistes et distributeurs	Titulaire	M. Philippe PRUVOST	BP 7 62120 SAINT HILAIRE COTTES

Article 2 :

Les membres de cette commission sont nommés pour 3 ans. Leur mandat est renouvelable.

Article 3 :

Le secrétaire général de la Préfecture de Seine-Maritime, le directeur régional de l'agriculture et de la forêt, et le directeur départemental de la consommation, de la concurrence et de la répression des fraudes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

ROUEN, le 24 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Claude MOREL